14e année
numéro 262

10 Janvier 1938
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE
BIBLIOTHÈQUE

DANS CE NUMÉRO

Chronique du sang versé
par Victor SERGE

Vive la Croisade des peuples jaunes !
par R. LOUZON

Batailles de fin d'année
par M. CHAMBELLAND

Les cheminots et les usagers ont-ils été vendus pour quatre sièges d'administrateurs ?
par un cheminot syndiqué

Les colonisateurs à l'œuvre dans la Charcuterie parisienne
par Léon JALOUX

Comment abattre le fascisme ?
par Pierre TURPIN
Jacques MESNIL

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

●

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

●

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

Tél.: **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 262

(16 janvier 1938)

Chronique du sang versé ..... VICTOR SERGE
Pourquoi ils ont avoué des crimes qu'ils n'avaient pas commis? ..... LÉON TROTSKY
Les atrocités marocaines : dans une fosse, des jours et des nuits, sous une pluie battante.
Balayons devant notre porte : Vive la Croisade des peuples. — La guerre de Palestine continue ..... R. L.
Un débat fondamental : Comment abattre le fascisme? ..... PIERRE TURPIN, JACQUES MESNIL

La Renaissance du syndicalisme

Batailles de fin d'année ..... M. CHAMBELLAND
Le nouveau régime des chemins de fer : Les cheminots et les usagers ont-ils été vendus pour quatre sièges d'administrateurs? ..... UN CHEMINOT SYNDIQUÉ
Les colonisateurs à l'œuvre, dans la Charcuterie parisienne ..... LÉON JALOUX

Parmi nos lettres

Vers l'unité du monde ..... GIAUFFRET

Journaux, livres et revues

Georges Lefranc : Histoire du mouvement syndical français ..... B. GIAUFFRET
Louis Prat : Charles Renouvier. Sa doctrine. Sa vie ..... SYNIS
A propos d'un film : de Pierre le Grand à Staline ..... I. METT

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Pour faire connaitre la vérité

▼

1 YVON et 1 LEGAY	**3 fr. 50**
5 YVON et 5 LEGAY	**16 fr.**
10 YVON et 10 LEGAY	**28 fr.**
50 YVON et 50 LEGAY	**100 fr.**
1 SMITH	**3 fr.**
10 SMITH	**25 fr.**

le tout **franco.**

▼

Commandez à la **Révolution Prolétarienne,** 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

(Chèques postaux : **734.99 Paris**)

Chronique du sang versé

KARAKHANE, ENOUKIDZE, ALKSNIS ET AUTRES. — Les exécutions de fin d'année, en URSS, sont passées à peu près inaperçues. Le monde s'est accoutumé à voir ce pays faire du sang humain une consommation quotidienne. Comme les petits, les moyens et les gros pactoles continuent cependant à se déverser dans la presse et les milieux intellectuels dont on a besoin, les consciences professionnelles se taisent et le public préfère penser à autre chose. Avec raison : rien ne serait plus démoralisant que de suivre de près des massacres continus, perpétrés avec impudence au nom du socialisme.

L'année 1937 avait commencé par le procès Piatakov-Mouralov (treize exécutions de vieux bolchéviks), continué avec le massacre des généraux rouges, le massacre des anciens gouvernants du Caucase, des proscriptions sans fin dans toutes les républiques fédérées, des suicides en série, la destruction des cadres de l'Internationale Communiste, la proscription des diplomates. Et cætera. Impossible d'épuiser le sujet. Le communiqué du 16 décembre le clôt avec un fratricide éclatant et quelques autres sanglantes infamies. Huit fusillés de marque, après un procès secret, truffé d'aveux complets, dit le texte de l'agence Tass, qui ajoute ainsi le mensonge officiel à l'assassinat extra-légal. Car on peut affirmer qu'il n'y a pas eu de procès et que ce communiqué ne fait que consacrer des disparitions connues depuis longtemps sur lesquelles il devenait gênant de se taire. J'avais, ici même, publié il y a de longues semaines l'exécution clandestine de Karakhane, récemment ambassadeur à Ankara; il se peut bien que le bruit fait autour de ce crime ait contribué à le faire avouer.

Karakhane, combattant d'Octobre 1917, collaborateur de Lénine, avait commencé sa carrière diplomatique à Brest-Litovsk, puis représenté l'URSS en Chine et en Turquie. Fusillé avec lui Zuckerman, chef du service des Balkans aux Affaires étrangères. Ces deux hauts fonctionnaires n'avaient jamais appartenus à aucune opposition, mais ils connaissaient à fond les dessous de la diplomatie stalinienne. Compétents dans les mêmes questions, on ne pouvait pas les supprimer l'un sans l'autre (1). Le baron Steiger, fusillé avec eux, appartenait formellement au commissariat du peuple à l'Instruction publique et plus réellement à la police secrète où il avait été un agent de Iagoda. Disparu pour cette raison. Je n'ai pas de renseignements sur Larine et Mételev. Chéboldaev, membre du C. C. du parti, s'était distingué au Caucase, pendant la collectivisation totale (en 1930-33) par sa dureté de proconsul : c'est lui qui avait fait déporter la population *tout entière* d'une contrée du Kouban. Sa mort pourrait être le prix d'une réconciliation avec les Cosaques de cette région. Orékhélachvili était un des plus vieux bolchéviks du Caucase, on ne pouvait pas le laisser vivre après avoir exécuté, à Tiflis, Boudou Mdivani, Okoudjava et d'autres fondateurs du parti, à Soukhoum les Lakoba, à Batoum d'autres hommes de la révolution.

Particulièrement saisissante, la fin d'Avélii Enoukidzé, ce vieil homme au noble visage qui, de 1918 à 1934, fut le second magistrat de l'URSS, reçut tous les ministres étrangers à côté de Kalinine, signa tous les décrets, contresigna tous les arrêts de mort. Dès l'année dernière, j'expliquais dans *Destin d'une révolution* pourquoi il devait disparaître. Il fallut, en 1934, l'éliminer pour s'en prendre aux vieux bolchéviks dont ce fondateur du parti, ce fonctionnaire impersonnel mais probe, n'eût jamais contresigné les sentences capitales. Son exécution prouve une préméditation. On lui reprocha à l'époque d'avoir accordé des emplois dans les bureaux de l'Exécutif central à des personnes étrangères au bolchévisme. C'était vrai. D'esprit large, de caractère bienveillant, Enoukidzé se défendit avec dignité et ne fut d'abord que disgracié : on l'envoya diriger des sanatoria en Crimée. La presse allait bientôt le traiter de complice des assassins de Kirov. On trouvait si peu de choses à lui reprocher qu'on lui fit grief, dans *Le Bolchévik*, d'avoir déclaré en 1918, seize ans auparavant, que les commissaires politiques à l'armée rouge ne devaient pas être pris exclusivement parmi les communistes... Une trentaine d'années de camaraderie le liait à Staline. Ils avaient été déportés ensemble. Staline supprima en lui le témoin de sa jeunesse et de toute sa carrière.

A la veille des élections soviétiques (si le mot élections peut s'appliquer à un plébiscite fait sur de seules candidatures officielles, en période de terreur, en vertu d'une constitution mort-née, violée tous les jours, dont les principaux auteurs — Boukharine, Radek, Pachoukanis — sont fusillés ou disparus), le chef des forces aériennes soviétiques, Alksnis, avait disparu, avec le constructeur des pentamoteurs ANT qui survolèrent le pôle, Toupolev. Une trentaine de candidats, tous hauts fonctionnaires, disparurent d'ailleurs en cours d'élections. Parmi eux les deux frères Mejlaouk, tous deux militants des années héroïques dans la Volga, l'un président de la commission du plan de l'Etat, l'autre récemment commissaire au pavillon soviétique de l'Exposition de Paris... En revanche, soixante (60) hauts fonctionnaires de la Sûreté ont été élus. Ils formeront le groupe parlementaire le plus nombreux... Personne, en effet, ne saurait mieux représenter le pays réel, je veux dire le seul pays réellement agissant, subi par l'autre...

Ainsi, des chefs qui signèrent, par ordre, bien entendu, et à leur corps défendant, l'arrêt de mort de Toukhatchevski et de ses sept compagnons d'infortune, deux ont déjà disparu : l'amiral Orlov, discrètement supprimé, il y a quelques mois, et le général Alksnis.

IAKOUBOVITCH, représentant de l'URSS à Oslo, où il s'employa naguère avec zèle à faire persécuter Trotsky, brusquement rap-

(1) La fin de Karakhane se rattache à la disparition d'une dizaine d'ambassadeurs soviétiques rappelés en fin d'année. Pas de témoins dans les missions diplomatiques! Il est fort possible que la proscription des vieux diplomates bolchéviks soit nécessaire à un prochain tournant de la polique étrangère de Staline qui procurerait à plusieurs chancelleries de vives surprises...

pelé à Moscou pour y partager le sort de ses collègues de la carrière, a suivi l'exemple d'Alexandre Barmine et refusé de rentrer. C'est un bolchévik du début de la révolution. Longtemps collaborateur de Krestinski (disparu) à la légation des Soviets à Berlin. Il se serait refugié en Norvège même.

On peut, sans craindre de se tromper, annoncer la prochaine disparition de Litvinov et des deux derniers diplomates appartenant à la vieille génération révolutionnaire demeurés en fonctions en Europe : Helphand à Rome et Raskolnikov à Sofia. Ce dernier a pris une part très active à la guerre civile, dirigé avec Trotsky la première flottille rouge de la Volga, représenté l'URSS en Afghanistan; il était l'ami de Karakhane...

ALEXANDRA KOLLONTAI ambassadrice à Oslo, aurait refusé de rentrer à Moscou. Une lettre de Stockholm aux *Poslednié Novosti* le confirme avec circonspection. Il se peut que Staline, cherchant à éviter avec la vieille militante un scandale inutile, la laisse encore quelque temps en place ou lui permette de s'effacer discrètement à l'étranger. En tout cas, Kollontaï ne peut plus revenir à Moscou, à moins de consentir à disparaître en prison. Son mérite devant l'histoire restera d'avoir signalé dès 1920, avec Chliapnikov, dans la *plateforme de l'opposition ouvrière* le commencement déjà net de la sclérose bureaucratique du parti. Tous les signataires vivants des documents de son groupe d'autrefois sont en prison. Chliapnikov et Medvédiev y étaient dès avant la terreur blanche (j'appelle ainsi la terreur dirigée contre les hommes de la révolution). Ne les a-t-on pas supprimés? Jusqu'en 1927, Kollontaï, misant sur les deux tableaux, non sans de réelles sympathies pour celui des révolutionnaires, entretint des intelligences avec les trotskistes. On le sait. Ce qui est plus grave encore c'est qu'elle a consacré toute sa vie au marxisme russe dont elle connaît à fond le passé; et demeure un témoin averti. Il ne lui servirait de rien, dans ces conditions, d'avoir depuis dix ans consenti à tout pour garder une sinécure...

EPURATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE. — Il se confirme que la plupart des vieux fonctionnaires et dirigeants du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ont été supprimés l'automne dernier. Bela-Kun, Valétski, Piatnitski, Wolf Hirsch, Eberlein, Remmele, tout l'ancien Comité central du P. C. de Pologne avec Kostchewa et Pruhniak, ont disparu (2). Hugo Eberlein, mandaté en 1919 par le groupe Spartacus, avait participé, sous le nom d'Albert à la fondation de l'I. C.; Wolf Hirsch avait été le conseiller de Thaelman. Valétski, camarade de Rosa Luxembour et de Léo Tychko, avait rempli de nombreuses missions de confiance. Piatnitski dirigeait, depuis les débuts de l'I. C., les services d'organisation et les services financiers. Ce vieux bolchévik, têtu, borné, courageux et incorruptible, était le grand dispensateur des subsides en même temps que l'homme des directives confidentielles. Il a présidé à bien des tournants, il connaissait le prix de bien des consciences. — Il serait remplacé dans les bureaux de l'I. C. par Ejov, grand inquisiteur. On peut s'attendre, dans ces conditions, à des surprises qui pourront nous faire paraître bénignes l'affaire Reiss, l'affaire Marc Rhein, l'affaire Andrés Nin, l'affaire Kurt Landau, l'affaire Erwin Wolf... Je souhaite, une fois de plus, me tromper.

Zossia Unschlicht, la sœur d'Unschlicht, membre du Collège de la Sûreté et l'un des dirigeants de l'aviation soviétique, disparu lui-même, est morte en prison. Cette bonne et intelligente camarade au visage fripé, aux yeux pétillants d'esprit, séjourna souvent à Paris; les vieux communistes l'ont connue sous le nom d'Hélène.

VICTOR SERGE.

(2) Fusillé, Félix Wolff qui joua un rôle discret mais actif dans les milieux communistes allemands de 1920 à l'an dernier.

La « démocratie » tchécoslovaque

Le Guépéou et le procès de Moscou

Anton Grylewicz, vieux militant ouvrier allemand, ancien député socialiste au Reichstag, devenu trotskiste depuis quelques années, avait été porté à la présidence d'un Comité d'intellectuels fondé à Prague pour enquêter sur les procès de Moscou. Le Guépéou réussit à le faire arrêter sous une inculpation d'espionnage. Nous savons par une note d'Ignace Reiss que les agents du Guépéou ont entièrement monté cette affaire; pour préciser, ils avaient introduit parmi des objets appartenant à Grylewicz des documents fort compromettants... La *Lutte Ouvrière* a donné le 9 décembre, à ce propos les détails suivants :

Le 12 juillet 1937, Grylewicz fut arrêté à Prague. La police lui présenta une valise déposée par lui chez un camarade tchèque, contenant des brochures, des livres et de vieilles correspondances. La serrure de la valise était forcée. Dès son second interrogatoire les policiers interrogent Grylewicz sur les « procès de Moscou » dont ils défendent la véracité; puis ils lui présentent trois faux passeports allemands, dont deux en blanc, qu'ils prétendent avoir trouvés dans la valise. Ensuite on l'invite à reconnaître les objets contenus dans la valise parmi lesquels on lui présente fixés à une lettre de lui deux bandes de films représentant, l'une, un plan de mobilisation pour l'armée allemande dans la partie septentrionale de la Tchécoslovaquie, l'autre une lettre d'un soldat tchèque donnant des renseignements sur son corps. Grylewicz n'avait plus touché à sa valise depuis octobre 1936. Ensuite, une recette d'encre chimique que les policiers prétendent écrite par Grylewicz. C'était la base de l'inculpation d'espionnage.

L'instruction, qui prit plusieurs mois, *a établi l'innocence complète de Grylewicz*, mais les autorités tchèques *lui ont enjoint de quitter le pays.* Les intellectuels avancés de Prague, apeurés par l'arrestation de Grylewicz, ont « laissé tomber » leur Comité d'Enquête.

B.

Au secours de Ghezzi

Notre ami, Ghezzi, qu'une forte campagne d'opinion ouvrière avait sorti des prisons staliniennes il y a quelques années, vient d'être à nouveau arrêté.

Ouvriers révolutionnaires de toutes tendances, tous à l'action pour que Francesco Ghezzi ne soit pas victime d'une exécution sommaire!

Pourquoi ils ont avoué des crimes qu'ils n'avaient pas commis ?

Dans les procès de Moscou (Zinoviev-Kamenev et Radek-Piatakov), une seule chose fut obscure : pour quelles raisons les accusés ont-ils « avoué » des crimes qu'ils n'avaient pas commis? Toutes les explications données jusqu'ici n'ont été que partiellement satisfaisantes; c'est pourquoi il nous semble utile de reproduire celle que Trotsky en donne dans son livre sur les Crimes de Staline, *qui vient de paraître en français* (1).

Nous insisterons particulièrement sur ces deux points qui nous paraissent décisifs : 1°) *avant le procès Zinoviev-Kamenev, tous les accusés des précédents procès, qui avaient « avoué », avaient été condamnés à des peines légères* ou graciés; 2°) *lorsque, malgré leurs « aveux », les condamnés des deux procès de Moscou eurent été exécutés,* il n'y eut plus de procès publics; *les « aveux » ne firent plus que l'objet d'une affirmation du Guépéou.*

Ma plus simple défense contre les accusations de Moscou devrait être la suivante : « Voilà déjà presque dix ans que, loin de porter la moindre responsabilité pour Kaménev et Zinoviev, je les dénonce comme des traîtres. Ces capitulards, déçus et perdus dans leurs intrigues, en sont-ils réellement arrivés au terrorisme? Je ne peux pas le savoir. Le certain c'est qu'ils ont voulu acheter leur grâce en me compromettant. » Cette explication serait entièrement véridique, ne contiendrait pas un mot de mensonge; mais ne donnant que la moitié de la vérité, elle serait fausse. En dépit de ma rupture déjà ancienne avec les accusés, je n'en puis douter un seul instant : les vieux bolchéviks que j'ai connus de si longues années dans le passé (Zinoviev, Kaménev, Smirnov) n'ont ni commis ni pu commettre les crimes qu'ils ont « avoués ». Les profanes trouveront cette affirmation paradoxale ou tout au moins superflue. « Pourquoi, demanderont-ils, compliquer sa propre défense en défendant contre eux-mêmes des ennemis mortels? N'est-ce pas du don-quichottisme? ». Nullement. Il faut pour mettre un terme à la suite ininterrompue des impostures moscovites démontrer le mécanisme politique et psychologique des « confessions volontaires ».

En 1931, fut joué à Moscou un procès des menchéviks fondé tout entier sur les aveux des accusés. Je connaissais personnellement deux d'entre eux, l'historien Soukhanov et l'économiste Groman; le premier, d'assez près. Bien que l'acte d'accusation semblât par endroits fantaisiste, il ne me fut pas possible d'admettre que de vieux hommes politiques que je considérais, malgré l'irréductible divergence de nos idées, comme honnêtes et sérieux, pussent tant mentir sur eux-mêmes et sur autrui. Sans doute, me disais-je, le Guépéou a-t-il arrangé le dossier, ajouté pas mal de choses, beaucoup inventé, mais il doit y avoir des faits réels au fond. Je me souviens que mon fils, qui habitait alors Berlin, me dit plus tard, au cours d'une entrevue en France : « Le procès des menchéviks paraît être une falsification totale. » — « Mais que penser des dépositions de Soukhanov et de Groman? — répondis-je, — ce ne sont tout de même ni des arrivistes à vendre, ni des gredins! » A titre d'explication, sinon d'excuse, j'ajoute que depuis longtemps je ne suivais plus les publications des menchéviks; que depuis 1927, j'avais vécu hors de tout milieu politique (en Asie centrale et en Turquie); je manquais tout à fait de contacts vivants. L'erreur que je commis dans mon jugement sur le procès des menchéviks ne résultait pas, en tout cas, de ma confiance dans le Guépéou (car je savais depuis 1931 que cette institution dégénérée n'était plus qu'une bande de misérables), mais de la confiance que je portais à certains des accusés. Je sous-estimais les progrès réalisés par la technique de la démoralisation et de la corruption; et je surestimais la capacité de résistance morale de certaines victimes du Guépéou.

Les révélations postérieures et les procès qui suivirent avec leurs confessions rituelles levèrent le voile, au moins pour les hommes capables de pensée, sur les secrets de l'inquisition, bien avant le procès Zinoviev-Kaménev. J'écrivais en mai 1936, dans le *Bulletin de l'Opposition* : « Une longue série de procès politiques a montré avec quel zèle les accusés se chargent de crimes qu'ils n'ont point commis. Ces accusés qui semblent tenir un rôle s'en tirent avec des peines fort légères, souvent fictives. Et c'est précisément contre cette « justice » indulgente qu'ils font des aveux. Pourquoi le pouvoir a-t-il besoin de ces aveux mensongers? Parfois pour atteindre un tiers manifestement étranger à l'affaire; parfois pour couvrir ses propres crimes, répressions sanglantes que rien ne justifie; enfin, pour créer une atmosphère propice à la dictature bonapartiste... Obtenir d'un inculpé des aveux fantaisistes pour atteindre une autre personne par ricochet, c'est depuis longtemps le système du Guépéou, c'est-à-dire de Staline. » Ces lignes parurent trois mois avant le procès Zinoviev-Kaménev (qui eut lieu en août 1936) où je fus pour la première fois désigné comme l'organisateur d'un complot terroriste.

Tous les accusés dont les noms me sont connus ont appartenu autrefois à l'opposition, puis, effrayés à l'idée d'une scission ou intimidés par les persécutions, ont tenté de se faire à tout prix réintégrer dans le parti. La coterie dirigeante exigeait d'eux qu'ils proclamassent erroné leur programme. Pas un ne le croyait tel; au contraire, ils étaient tous convaincus que les événements avaient démontré la justesse des vues de l'opposition. Ils signèrent pourtant à la fin de 1927 une déclaration dans laquelle ils s'accusaient faussement de « déviations » et d'« erreurs », péchés graves contre le parti; ils faisaient en même temps l'éloge des nouveaux chefs pour lesquels ils n'avaient pas la moindre estime. Nous avions déjà là en germe les confessions des futurs procès...

(1) Léon Trotsky. *Les Crimes de Staline,* traduit par Victor Serge (20 francs).

La première capitulation ne devait être qu'un commencement. Le régime devenait de plus en plus totalitaire, la lutte contre l'opposition se faisait acharnée, les accusations de plus en plus monstrueuses. La bureaucratie ne pouvait pas admettre de discussions politiques, car il s'agissait de ses privilèges. Pour mettre ses adversaires en prison, les déporter ou les fusiller, il ne lui suffisait plus de les accuser de « déviations » politiques. Il fallait imputer à l'opposition le désir de scinder le parti, de désorganiser l'armée, de renverser le pouvoir des Soviets, de restaurer le capitalisme. Pour donner quelque force à ces accusations devant le peuple, la bureaucratie exhiba sans cesse d'ex-opposants présentés à la fois comme des accusés et des témoins. Les capitulards devenaient peu à peu des faux témoins professionnels contre l'opposition et contre eux-mêmes. Mon nom figurait invariablement dans toutes les abjurations comme celui de « l'ennemi principal » de l'U.R.S.S., c'est-à-dire de la bureaucratie soviétique; sans cette mention, l'abjuration n'était pas recevable. Il fut d'abord question de mes déviations social-démocrates; puis on parla des conséquences contre-révolutionnaires de ma politique; puis de mon alliance de fait sinon en droit avec la bourgeoisie contre l'U.R.S.S., etc., etc. Le capitulard qui tentait de résister à ces exigences s'entendait répondre : « Ainsi vos précédentes déclarations n'étaient pas sincères; vous êtes donc, en secret, notre ennemi. » Les abjurations successives devenaient un boulet rivé aux pieds du capitulard et ce boulet allait le noyer... (2)

A l'approche des difficultés politiques, on arrêtait et déportait les ex-opposants sous des prétextes insignifiants ou fictifs; il s'agissait d'user leurs nerfs, de tuer en eux le sentiment de la dignité, de briser leur volonté. Après chaque peine, on ne pouvait se faire amnistier qu'au prix d'une humiliation accrue. Il fallait publier : « Je reconnais avoir trompé le parti, avoir été malhonnête envers le pouvoir, avoir été en réalité un agent de la bourgeoisie : je romps définitivement avec les contre-révolutionnaires trotskistes... », etc. Pas à pas, se faisait ainsi « l'éducation », s'accomplissait la démoralisation de dizaines de milliers de membres du parti, — et aussi celle du parti tout entier, des accusateurs tout autant que des accusés.

L'assassinat de Kirov porta la décomposition de la conscience du parti au degré le plus grave (décembre 1934). Après plusieurs communiqués officiels contradictoires et mensongers, la bureaucratie dut se contenter d'une demi-mesure, à savoir de l'aveu consenti par Zinoviev et Kaménev, qu'une « responsabilité morale » leur incombait dans cet acte terroriste. Cet aveu fut obtenu à l'aide du simple argument suivant : « En ne nous aidant pas à imputer à l'opposition tout au moins la responsabilité morale des attentats terroristes, vous révéleriez votre sympathie pour le terrorisme et nous vous traiterions en conséquence. » A chaque nouvelle étape de la capitulation, les victimes se retrouvaient devant la même alternative de renoncer à toutes les abjurations précédentes et d'engager avec la bureaucratie une lutte sans espoir, sans drapeau, sans organisation, sans autorité personnelle, — ou de descendre encore un échelon en s'accusant et en accusant autrui de nouvelles infamies. Telle fut cette progression dans la bassesse! On pouvait, en déterminant son coefficient approximatif, prévoir à coup sûr les abjurations de l'étape suivante. Je l'ai maintes fois fait dans la presse.

Le Guépéou a bien des ressources complémentaires pour atteindre ses fins. Les révolutionnaires ne faisaient pas tous preuve d'une égale fermeté dans les prisons du tsar; il y en avait qui se repentaient; d'autres trahissaient; des troisièmes sollicitaient des grâces. Les archives d'autrefois ont été étudiées et classées. Les dossiers les plus importants sont conservés au secrétariat de Staline. Il suffirait parfois d'en tirer un papier pour que tel haut fonctionnaire plongeât aux abîmes...

D'autres bureaucrates, — ceux-là se comptent par centaines, — se trouvaient parmi les Blancs au temps de la Révolution d'Octobre et de la guerre civile. La fleur de la diplomatie soviétique d'aujourd'hui est dans ce cas : Troyanovski, Maisky, Khintchouk, Souritz. La fleur du journalisme aussi : Koltsov, Zasslavski et bien d'autres. Le redoutable accusateur Vychinski, bras droit de Staline, est dans ce cas. La jeune génération n'en sait rien, la vieille fait semblant de l'avoir oublié. Il suffirait d'évoquer à haute voix le passé d'un Troyanovski pour que la réputaiton du diplomate s'effondrât. Staline peut, dès lors, exiger de Troyanovski toutes les déclarations, tous les témoignages dont il a besoin : les Troyanovski n'ont rien à lui refuser.

L'abjuration d'une personnalité marquante est d'ordinaire précédée des faux témoignages de dizaines de personnes appartenant à son entourage. Le Guépéou commence par arrêter les secrétaires, les sténographes, les dactylos de celui qu'il vise et leur promet la liberté, voire des faveurs contre des dépositions compromettant leur patron de la veille. Dès 1924, le Guépéou réduisit mon secrétaire Glasman au suicide. En 1928, le chef de mon secrétariat, l'ingénieur Boutov, répondit par la grève de la faim aux efforts que l'on faisait pour lui imposer des témoignages mensongers contre moi : il mourut en prison, au cinquantième jour de son jeûne. Deux de mes autres collaborateurs, Sermux et Posnanski, n'ont pas quitté depuis 1929 la prison et la déportation. J'ignore ce qu'ils sont devenus. Tous les secrétaires sont loin d'avoir leur courage. La plupart se sont laissé démoraliser par les capitulations de leurs patrons et par l'atmosphère corruptrice du régime. Pour arracher à un Smirnov, à un Mratchkovski des confessions mensongères, on s'est prévalu des dénonciations — fausses — de leurs collaborateurs proches et éloignés, de leurs anciens amis, de leurs proches. La victime désigné se trouve à la fin tellement empêtrée dans un réseau de faux témoignages que toute résistance lui paraît vaine.

Le Guépéou surveille avec attention la vie privée des hauts fonctionnaires. On arrête souvent les femmes avant de s'en prendre aux maris, futurs accusés. Elles ne figurent généralement pas aux procès, mais elles aident, à l'instruction, les magistrats instructeurs à bri-

(2) Voir *La Révolution trahie*, en se rappelant que ce livre fut écrit avant le procès Zinoviev.

ser la résistance de leurs époux. Il arrive souvent qu'un emprisonné entre dans la voie des « aveux » par crainte de révélations intimes qui le compromettraient aux yeux de sa femme et de ses enfants. On retrouve jusque dans les comptes rendus officiels les traces de ces jeux de coulisses!

Le matériel humain le plus abondant est fourni aux amalgames judiciaires par la nombreuse catégorie des mauvais administrateurs, responsables vrais ou faux des échecs économiques, imprudents dans le maniement des fonds de l'État. La frontière entre le licite et l'ilicite est fort indistincte en U.R.S.S. Outre leur traitement officiel, les administrateurs reçoivent des primes non officielles et à demi légales. En temps normal, on ne songe pas à le leur reprocher. Mais le Guépéou a la possibilité de mettre à toute heure sa victime devant l'alternative de périr sous l'inculpation de dilapidation ou de vol ou de tenter une dernière chance de salut en jouant à l'opposant entraîné par Trotsky dans la voie de la trahison.

Le docteur Ciliga, communiste yougoslave qui passa cinq années dans les prisons de Staline, raconte que des résistants étaient amenés plusieurs fois par jour dans la cour où avaient lieu les exécutions, puis reconduits dans leurs cellules. Le procédé agit. On n'use pas du fer rouge. On n'use probablement pas des médicaments spécifiques. L'action « morale » des promenades de ce genre est suffisante.

Les naïfs demandent : comment Staline n'a-t-il pas peur de voir ses victimes dénoncer le faux à l'audience? Ce risque est tout à fait insignifiant. La plupart des accusés tremblent non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour leurs proches. Il n'est pas si simple de se décider à un effet d'audience quand on a une femme, un fils, une fille entre les mains du Guépéou. D'ailleurs, comment dénoncer l'imposture? Il n'y a pas eu de tortures physiques. Les aveux « passés de plein gré » par chaque accusé ne font que continuer ses abjurations précédentes. Comment faire croire à l'assistance et à l'humanité entière que l'on n'a fait depuis dix ans que se calomnier soi-même?

Smirnov a tenté de démentir à l'audience les « aveux » qu'il avait consentis à l'instruction. On lui a aussitôt opposé le témoignage de sa femme, ses propres dépositions, les affirmations de tous les autres accusés. Tenons compte aussi de l'hostilité de la salle. Les télégrammes et les relations de journalistes complaisants donnent l'impression d'un « débat public ». En réalité, la salle est bondée d'agents du Guépéou qui se mettent à rire aux instants les plus dramatiques et applaudissent aux sorties les plus grossières du procureur. Les étrangers? Ce sont des diplomates indifférents, ignorant le russe, ou des journalistes du genre Duranty, venus là avec une opinion toute faite. Un correspondant français nous a montré Zinoviev jetant un regard avide sur l'auditoire et, n'y voyant pas un visage sympathique, baissant la tête avec résignation. Ajoutez que les sténos sont du Guépéou, que le président peut interrompre l'audience à tout moment, que les agents qui forment l'assistance poussent des clameurs. Tout a été prevu. Les rôles sont étudiés. L'accusé qui, à l'instruction, s'est résigné à sa tâche déshonorante ne voit pas de raison de changer d'attitude à l'audience : ce ne serait que pour perdre sa dernière chance de salut.

LÉON TROTSKY.

LES ATROCITES MAROCAINES

Dans une fosse des jours et des nuits sous une pluie battante

Dans son numéro du 18 décembre, *Maroc-Socialiste*, organe officiel de la Fédération socialiste (S.F.I.O.) du Maroc, publiait en première page, sous la signature de son directeur, les lignes suivantes :

Nous venons d'apprendre que dans la région du Tadla un certain contrôleur civil qui a nom Tallec, et qui sévit à Dar Ould Zidouh, se livre à des actes non seulement d'arbitraire, mais encore de brutalité souvent poussés jusqu'à la sauvagerie.

On lira, dans notre chronique régionale de Tadla, une communication de notre correspondant, au sujet des événements auxquels nous faisons allusion.

Ce que cette communication ne dit pas, c'est que ce contrôleur-torquemada, ayant fait arrêter sans preuves de culpabilité, ni même sans présomptions graves, quelques Marocains, **les fit jeter dans une fosse profonde à ciel ouvert, au fond de laquelle ils ne pouvaient ni se coucher, ni s'asseoir, restant debout jours et nuits, sous une pluie battante.**

Voilà trois semaines que ces lignes ont été publiées. Quelle suite ont-elles eue? Nous le demandons à M. le vice-président du Conseil, représentant au gouvernement du parti dont le *Maroc-Socialiste* est l'organe.

Que le fait soit exact, cela est hors de doute; sinon, le journal qui l'a publié aurait été saisi, comme il l'a été pour beaucoup moins, ou, tout au moins, poursuivi. Or il n'a été, jusqu'ici, ni l'un ni l'autre.

Sous le règne du soudard Noguès, la torture existe donc au Maroc. C'est le supplice du « silo » renouvelé de Biribi et qui avait tant ému, ou semblé tant émouvoir autrefois, les coreligionnaires de M. Blum lorsque, pour pouvoir sauver Dreyfus de la « double-boucle », il leur fallait protester aussi contre d'autres atrocités.

Averti par l'organe de son propre parti, M. le vice-président sait que la torture du « silo » est, à l'heure actuelle, employée au Maroc. Un cas précis, avec le nom du coupable et le lieu du crime, lui a été fourni.

Qu'a-t-il fait?

Quelles sanctions a-t-il exigées contre le criminel?

Nous attendons la réponse.

Vive la Croisade des peuples jaunes !

L'amiral japonais Suetsugu a, paraît-il, déclaré :

« *Une paix durable dans le monde ne saurait être acquise, à moins que les races de couleur, qui mènent maintenant une vie misérable, ne soient délivrées des entraves des blancs* ».

C'est tout à fait notre avis.

Il est paradoxal de prétendre libérer de la domination blanche le plus grand des peuples jaunes en lui imposant une autre domination, comme le fait le Japon à l'égard de la Chine, mais, par contre, c'est le comble, à la fois, du cynisme et de l'hypocrisie, pour les « Croisés blancs » que d'oser protester à l'égard d'une contre-croisade tendant à libérer les jaunes de la tyrannie blanche.

Bas les mains devant la Chine? — Entendu, mais bas les mains par tous! Que les massacreurs de la guerre de l'opium et de l'expédition des Boxers abandonnent ce que le fusil et le canon leur ont fait arracher : qu'ils remettent aux Chinois les « concessions étrangères » qu'ils leur ont enlevées, qu'ils leur remettent leurs douanes et leurs monopoles, qu'ils annulent les « traités inégaux » !

Bas les mains devant la Chine, et bas les mains devant tous les peuples jaunes!

France, bas les mains devant l'Indochine!

Angleterre, bas les mains devant l'Inde!

Le seul moyen d'éviter la « Croisade jaune » est de libérer les peuples jaunes.

Hors de là, il n'est qu'impérialisme, plus ou moins habilement camouflé.

La guerre de Palestine continue

Bien entendu, ça ne s'appelle pas une « guerre », pas plus que les « hostilités » en Chine, mais ça n'en est pas moins une. Et la guerre la plus abjecte de toutes : une guerre coloniale, une guerre coloniale typique.

Rappelons qu'il ne s'agit rien de moins que d'enlever aux Palestiniens le tiers de leur territoire. Une paille!

Cela, sous le couvert de la plus formidable mystification historique qu'ait jamais exploitée l'hypocrisie bourgeoise.

Il n'y a plus un seul historien sérieux qui puisse croire que les Juifs d'Europe ou d'Afrique descendent des anciens habitants de la Judée. Ce sont des Aryens ou des Berbères aussi authentiques que quiconque, et la probabilité pour que l'un d'entre eux ait des ancêtres hébreux est tout juste aussi grande que pour un Européen chrétien ou un Africain musulman.

Mais depuis longtemps, l'Europe centrale, a un trop plein de population, particulièrement parmi ses éléments de religion juive — qu'il lui faut exporter. Elle les a exportés longtemps, massivement, dans les Etats-Unis d'Amérique. Mais, dès les débuts du xxe siècle, ceux- ci, suffisamment peuplés désormais, ferment leurs portes. Il faut tout de même exporter le trop-plein des juifs orientaux. L'Angleterre, mandataire de l'Europe, s'est chargée depuis 1919 de les exporter en Palestine.

Oh! exportation, au début, restreinte et toute pacifique. Les conquêtes coloniales débutent toujours avec prudence, et sous des dehors toujours très pacifiques. Il ne s'agit que d'humanité et de civilisation! Ce n'est qu'après avoir pris pied que commence la conquête proprement dite.

Il en a été ainsi en Palestine, comme ailleurs. Les quelques immigrés du début sont rapidement devenus légions. Et, du même coup, légions sont devenus également les habitants primitifs expropriés. Expropriés de leurs terres, leur seul moyen de subsistance.

Puis, lorsque le processus fut assez avancé, comme Tartufe, les immigrés, par la bouche de l'Angleterre, déclarèrent : « La maison est à nous, c'est à vous d'en sortir ». « Par bonté d'âme, nous voulons bien vous en laisser la moitié, et même un peu plus, mais vous allez nous reconnaître, en toute propriété et en toute souveraineté, tout le restant! ».

Contre cette prétention de l'Europe, les Palestiniens se sont rebellés! Ils n'admettent pas d'être dépouillés de la partie la plus riche de leur pays, et qui leur est indispensable pour vivre, par des Polonais, des Roumains, des Allemands, etc... Ils ne veulent pas être expropriés, ils ne veulent pas faire les frais d'une nouvelle « accumulation primitive », ils ne veulent pas être réduits à mourir de faim, parce que privés de la terre, comme ceux de leurs coreligionnaires qui se sont laissé faire par les nations européennes (3 millions de Nord-Africains meurent actuellement de faim, mais la démocratie veille sur eux en la personne du président de la République française qui leur a envoyé 100.000 francs) : pour cela, on les appelle des « bandits ».

R. L.

Les assassinats de Bizerte

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons, par les journaux, la nouvelle tragédie de Bizerte : 6 morts, 30 blessés!

Sous le gouvernement du Bloc des gauches, les fusillades de Bizerte de septembre 1924 avaient tué 3 ouvriers indigènes. Sous le gouvernement de Front populaire, treize ans après, ce nombre a doublé, et il y a en plus 30 blessés!

En 1938, comme en 1924, c'est l'activité de la C.G.T.T. qui effraie nos gouvernements *de gauche*, au point de noyer dans le sang une simple manifestation de rue pour protester contre l'expulsion du secrétaire général de la Centrale syndicale tunisienne.

En 1938, comme en 1924, verrons-nous la C.G.T. française appuyer la répression du gouvernement français contre la C.G.T. tunisienne? Ou bien se sentira-t-elle enfin solidaire de la lutte que mènent en Tunisie les travailleurs arabes contre l'ennemi commun, l'impérialisme français, et criera-t-elle son indignation, pour ces nouveaux crimes, à la face des gouvernants de Front populaire?

La parole est à la C.G.T.

J.-P. F.

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

LA QUINZAINE

Batailles de fin d'année

Comme en 1936, la fin de l'année a été marquée par d'importants conflits sociaux.

A peine les employés des grands magasins parisiens venaient-ils d'obtenir la reconduction de leur convention collective — et cela grâce à un mouvement d'occupations parfaitement réussi — que la grève se déclenchait dans les Transports commerciaux et dans les dépôts d'Alimentation. Dans le même temps, l'usine Goodrich, à Colombes, était occupée, sous la direction du Syndicat des Produits chimiques. Une tentative d'évacuation par la force armée déclencha plusieurs mouvements de solidarité dans les boîtes de métallurgie environnantes et on parla même, pendant quelques heures, d'un mouvement généralisé à tous les métallos. Puis, le mercredi 29 décembre, éclatait la grève générale des Services publics de la capitale.

On pourrait à bon droit exercer son ironie contre le président du Conseil et la Commission administrative de la C.G.T., si l'on voulait seulement rappeler l'échange de lettres qui s'était produit entre eux au mois de septembre dernier. M. Camille Chautemps, saisi des doléances du Comité national confédéral réuni au début d'août, répondit à la C.G.T. par un document fort long dans lequel il prenait une série d'engagements mais où il marquait également sa satisfaction de voir la C.G.T. renoncer désormais à la méthode des « occupations »; avec une C.G.T. décidée à respecter désormais la propriété et la légalité, on allait vivre une ère idyllique de paix sociale. Toute fière, la Commission administrative déclara — à l'unanimité, c'est-à-dire ex-unitaires compris — qu'elle acceptait et approuvait la réponse du président du Conseil. Or, moins de trois mois après, nous assistons à une série de batailles qui montrent cruellement l'inanité de ces belles promesses. Moins de trois mois après, sous la conduite de la C.G.T., les employés de magasins occupent, les ouvriers de chez Goodrich occupent, ceux des transports commerciaux occupent, ceux de l'alimentation occupent. Jusqu'aux dépôts d'autobus qui furent occupés par les employés de la S.T.C.R.P. Qu'est-ce que ça serait donc si la tactique des occupations d'usines n'avait pas été abandonnée!

Les militants du rang marqueront en quelques points précis les premières leçons de ces grandes batailles de fin d'année. Tant pis si les pontifes ne veulent pas les voir.

En premier lieu, les employés des magasins ont montré que l'occupation des usines conservait une efficacité qu'aucune autre tactique ne possède plus.

Mais, tout de suite, il apparaît que, comme pour la grève en son état primitif, l'occupation est une méthode dont il ne faut se servir qu'au bon moment, ce qui veut dire à un moment où le patronat peut être atteint dans ses œuvres vives, et non à un moment où il peut affronter sans grosses pertes une bataille d'usure. Je n'ai pas de lumières particulières sur les conflits des Transports commerciaux et de l'Alimentation, mais, au moment où j'écris, il apparaît de plus en plus nettement qu'ils traînent en longueur, que les « occupants » se fatiguent, que l'intransigeance patronale constitue le couronnement d'un plan bien étudié visant à la destruction des organisations syndicales et que ce plan possède des chances de réussite. Il semble qu'on puisse avancer que si l'occupation trouve, comme la grève, sa force dans sa soudaineté, elle rencontre, comme la grève également, sa faiblesse dans une trop longue durée.

Une troisième enseignement pourrait être dégagé : de plus en plus, les militants intimement mêlés aux batailles de ce genre conviennent que l'arbitrage ne donne que des résultats décevants. C'est déjà un fait qu'en dépit de la loi, les mouvements éclatent avant le déclenchement de la procédure. Mais c'est un autre fait que, même sous ce bénéfice, les décisions arbitrales sont généralement longues à venir, incomplètes, et qu'elles présentent toutes sortes de portes de sortie pour le patronat. Ce dernier s'est d'ailleurs aguerri, et nous voyons l'inapplication et le sabotage des sentences arbitrales organisés de haut par la Confédération Générale du Patronat français. Qu'est-ce à dire, sinon que le mouvement syndical devrait revenir sur l'acceptation de l'arbitrage obligatoire et ne plus compter, désormais, que sur son effort propre pour obtenir satisfaction?

Une telle renaissance de l'action directe peut en tout cas seule permettre d'enrayer la crise de confiance qui s'accroît de jour en jour entre les organisés et les dirigeants des syndicats. Je ne voulais retenir à l'appui de cette quatrième affirmation que la rébellion toute spontanée des ouvriers de la région de Colombes qui se mobilisèrent contre la tentative de faire évacuer l'usine Goodrich à l'aide des gardes mobiles. A Colombes, ce fut, semble-t-il, la base qui obligea les chefs à réagir et à tenir aux hommes du pouvoir un langage dont nous étions déjà déshabitués. Hénaff ne peut se vanter de ses éclats de voix : c'est seulement parce qu'il y est contraint et forcé par la base qu'il adopte une attitude de bataille. Il n'y a pas de quoi faire le malin. Mais on me permettra d'ajouter un second élément d'appréciation puisé dans le mouvement des Services publics. N'a-t-on pas dit, à cette occasion, que la fin de l'année allait être difficile, en raison de l'exaspération des adhérents, et que, pour la prise des cartes, il fallait à tout prix faire quelque chose?

Nos chefs syndicaux en sont parfois réduits à appliquer le mot fameux : « Je suis leur chef, je dois les suivre ». *Ce n'est pas brillant. Il serait de beaucoup préférable que les militants conservent l'initiative de la lutte. Au moins pourrions-nous alors parler de stratégie. Jamais le mouvement syndical n'a été plus puissant, et jamais l'effort ouvrier n'a été moins organisé. A ne se déterminer que lors-*

que la pression de la base sur les chefs syndicaux devient trop forte, on produit des mouvements désordonnés, inopportuns, sans liaison. On assiste, par exemple, à ce spectacle navrant que les ouvriers transportant le papier journal et les journaux imprimés se mettent en grève sans que les syndicats des ouvriers qui confectionnent les journaux en soient avisés, que les camions militaires viennent suppléer les grévistes avec l'autorisation du syndicat de ceux-ci, que lesdits camions militaires sont convoyés par les syndiqués cégétistes de la maison Hachette. J'en passe... Oui, l'action directe doit renaître, mais il faut qu'elle soit enfin accompagnée de la stratégie ouvrière *que, pour notre part, nous ne cessons de réclamer, attendant vainement que la C.G.T. redevienne l'organisatrice des batailles.*

Enfin, nous pouvons et nous devons marquer l'évolution du second gouvernement de Front populaire vers les méthodes classiques de répression du mouvement ouvrier. D'abord, Colombes. Puis, l'intervention de l'armée dans le mouvement des transports. Et, surtout, les menaces précises et les commencements d'application au cours de la grève générale des Services publics. Je ne suis pas suspect de sympathie pour les communistes qui dirigent l'Intersyndical des Services publics. Ça me donne plus de force pour dire que je ne crois pas à la fable d'un mouvement machiné. Sans doute, ces militants eurent-ils le tort de se laisser acculer à l'échéance : à force de lanterner leurs syndiqués, il a bien fallu, en fin de compte, qu'ils essaient de leur apporter quelque chose de tangible. Les militants ont été littéralement poussés à la grève par la masse; celle-ci était exaspérée par les conclusions du mémoire préfectoral n'accordant aux travailleurs les moins payés que la moitié de l'augmentation consentie aux fonctionnaires de l'Etat. M. Camille Chautemps, s'il avait voulu vraiment frapper les responsables de cette grève massive et impressionnante, aurait dû, en premier lieu, révoquer M. Villey. Ensuite, il lui aurait fallu sérieusement engueuler Marx Dormoy, qui, averti, à laissé faire son préfet, allant jusqu'à dire qu'il n'y pouvait rien, lui ministre! Mais M. Camille Chautemps a préféré recourir à des mesures de force : refus de discuter; communiqués agressifs; appel à l'armée pour faire marcher l'électricité, le gaz, le métro et les autobus. Tout ce beau programme devait être appliqué le jeudi matin si, dans la nuit, la reprise du travail n'avait été votée.

Et savez-vous sur quelle assurance précise elle a été votée?

La reprise du travail a été votée sur l'assurance donnée par les ministres socialistes qu'ils quitteraient le gouvernement si satisfaction totale n'était pas donnée aux agents des Services publics parisiens.

Alors qu'au soir du mercredi de grève, on respirait déjà dans Paris une atmosphère à la Noske, cette réponse de Paul Faure arrangea les choses. Mais ne confirme-t-elle pas que le Front populaire est virtuellement fini, et que, d'ores et déjà, la CG.T. ne peut y rester adhérente, si elle veut réellement défendre les intérêts ouvriers?

Tous les leaders auront beau dire et beau faire : les travailleurs ne trouveront leur salut que dans la renaissance de l'indépendance totale du syndicalisme et de l'action directe. Les grandes batailles de la fin 1937 *l'attestent de façon indiscutable.*

M. CHAMBELLAND.

LE NOUVEAU REGIME DES CHEMINS DE FER

Les cheminots et les usagers ont-ils été vendus pour quatre sièges d'administrateurs?

La convention passée en 1921 entre l'Etat et les grands réseaux réglait jusqu'au 31 décembre 1937 la vie des chemins de fer français. Cette convention n'était ni plus mauvaise ni meilleure que les précédentes. Elle livrait simplement l'exploitation des chemins de fer au grand capital. Banquiers et industriels se partageaient les places des Conseils d'administration, géraient les chemins de fer comme leur chose, au mieux de leurs intérêts particuliers. C'est là une règle en régime capitaliste. Il ne restait à l'Etat que le droit de boucher régulièrement le déficit creusé dans la caisse du fonds commun. Ce qu'il a fait pendant plus de quinze ans.

Le déficit accumulé devenait énorme. Les charges de capital, les arrérages des emprunts s'accroissaient, rendant impossible le redressement de la situation. Les répercussions sur le budget de l'Etat obligeaient à une modification de la convention et à une nouvelle politique vis-à-vis des réseaux.

Plusieurs solutions étaient préconisées. Les capitalistes et leurs agents rendaient la convention de 1921 responsable du déficit, parce qu'elle les contraignait à acquitter certains impôts et qu'ils devaient assumer gratuitement le service de la poste, consentir des tarifs particuliers aux familles nombreuses, fonctionnaires, soldats, etc. Ils demandaient qu'on leur abandonne purement et simplement les chemins de fer; qu'on les exempte

des impôts et taxes, qu'ils puissent rationaliser à outrance sans tenir compte de la sécurité des usagers, conditionnée par les possibilités de travail des cheminots, qu'une coordination impitoyable les débarrasse de la concurrence de la route et leur permette d'appliquer des majorations de tarifs sans craindre de voir fuir la clientèle.

L'opinion publique en partie éclairée par les campagnes des organisations syndicales ne se laissa pas abuser. De deux choses l'une : ou les administrateurs des réseaux étaient des incapables et leur déchéance s'imposait; ou ils géraient suivant des intérêts opposés à ceux de la collectivité sociale et des poursuites devaient être engagées contre eux. En réalité, il y avait des deux; mais là n'est pas le but de cet article. Les différents projets opposés à ceux des capitalistes et proposés par Moch, la Fédération nationale des cheminots, etc., réclamaient, suivant des modalités diverses, la nationalisation. Elle devait être inscrite dans le programme du Rassemblement populaire et le pays la faisait sienne en adoptant ce programme lors des élections législatives de 1936.

Le Front populaire et la nationalisation des chemins de fer

Le premier gouvernement de Front populaire, sous la poussée des masses, devait d'abord promulguer des lois sociales d'une immense portée. Les forces capitalistes un instant désemparées se reformaient. Une attaque de grande envergure était déclenchée sur le terrain financier et la faiblesse du gouvernement apparut. Il refusa d'engager la bataille contre le grand capital, freiné, d'une part, par les radicaux qui restent avant tout des alliés naturels du capitalisme et, d'autre part, par les communistes qui sacrifient tout à « l'union de la nation française », à la formation de l'union sacrée, donc à l'alliance avec la bourgeoisie. De capitulations en capitulations le gouvernement Blum fut pourtant contraint à la résistance. Réclamant les pleins pouvoirs, il ne cacha pas qu'il entendait s'en servir en particulier pour nationaliser les réseaux de chemins de fer. Le Sénat devait faire à cette prétention le sort que l'on connaît.

Avec le deuxième gouvernement de Front populaire, à direction et surtout à politique radicale, les réseaux sentirent « que l'on pourrait s'arranger ». M. Bonnet n'est-il pas un ami sûr? Pourtant la bataille dut être rude. Les socialistes s'accrochaient ne voulant pas perdre un dada électoral. La convention de 1921 était condamnée, les réseaux s'y résignaient, mais il fallait dégager les grandes lignes de la nouvelle convention. La commission formée au sein du gouvernement pour accomplir ce travail n'avançait pas d'un pas. M. Bonnet repoussait la nationalisation, préférant s'en aller. Finalement, le 31 août 1937, date d'expiration des pleins pouvoirs, un décret-loi apportait ratification de la nouvelle convention.

Une convention scélérate

Il est impossible de la qualifier autrement. Remarquons, d'ailleurs, que la presse du « Front populaire », y compris *le Populaire*, n'a pas essayé d'en chanter les louages. On ne peut quand même exagérer : la crédulité des militants a des limites. Elle s'est surtout efforcée d'en masquer les faiblesses coupables. Fait plus grave, l'organe de la Fédération des cheminots adoptait une position semblable; nous verrons pourquoi.

Pourtant les réseaux ont su conserver leurs privilèges. Ils reçoivent un important paquet de 1.391.024 actions de 500 francs de la nouvelle société. Il leur sera payé pour ces actions 6% par an. Ce n'est pas un mauvais placement puisqu'ils ont apporté à la Société nationale surtout leurs dettes! L'Etat aura lui 1.447.800 actions (51 % du capital), mais il a apporté, en plus du montant des emprunts, des avances, des terrains, du matériel, etc., les deux réseaux d'Alsace-Lorraine et de l'Etat.

Théoriquement, l'Etat a la majorité au sein du Conseil d'administration de la Société, mais pratiquement il ne l'aura pas. En effet les 33 membres de ce Conseil sont 12 représentants des réseaux, 12 représentants de l'Etat, 2 personnalités « ayant rendu des services éminents aux chemins de fer », 4 représentants du personnel et 3 membres de droit, à savoir : le vice-président du Conseil d'Etat, le gouverneur de la Banque de France, le directeur de la Caisse des dépôts et consignations. Dans la convention, il est stipulé quels doivent être les grades et emplois des 12 fonctionnaires et ainsi trois places sont réservées aux inspecteurs des finances dont on connaît suffisamment l'esprit réactionnaire et la docilité aux directives capitalistes. Dans les grandes occasions, ils se joindront avec les deux personnalités ayant rendu des services éminents aux douze représentants des réseaux, ce qui donne déjà une majorité de 17 voix contre 16.

Pour le Comité de direction, organisme plus restreint de 11 membres et qui gérera en fait les chemins de fer français, c'est encore plus simple. Le personnel n'est plus représenté. L'Etat a 6 administrateurs contre 5 aux ex-réseaux, mais dans les six se trouve M. Rueff, directeur du mouvement et conseiller financier de M. Laval!

Nous sommes obligés de constater : 1°) que les usagers ne sont pas représentés; 2°) que la représentation du personnel est ridicule; elle sera prisonnière des décisions prises par le Conseil, même si elle ne s'y associe pas et l'organisation syndicale en subira le contre-coup; 3°) les réseaux ont su imposer une convention leur conservant la liberté d'action.

Enfin la convention comporte l'équilibre du budget des chemins de fer par le jeu des augmentations de tarifs ou les économies.

Les usagers et les cheminots victimes de la convention

Les conséquences de cette clause n'étaient que trop prévisibles. Le Conseil d'administration a été saisi de propositions pour équilibrer le budget. Il s'agit de relever les tarifs de 25 à 30%, de fermer 8.000 kilomètres de lignes, de demander une heure supplémentaire aux cheminots, de suspendre le recrutement et l'avancement, de comprimer le personnel des bureaux.

Les quatre délégués ouvriers ont protesté. On a été en droit de leur répondre : « Mais la convention n'est viable que si le budget s'équilibre, or vous avez accepté la convention en acceptant de siéger au Conseil d'administration ».

Lorsque l'on a repris la discussion du contrat collectif, les délégués ouvriers ont constaté que les représentants de la Société nationale étaient les mêmes que les représentants des réseaux avec lesquels ils discutaient hier. A toutes leurs propositions pour améliorer le sort des cheminots, il est opposé un refus motivé par la nécessité des économies et la recherche de l'équilibre.

Mais, direz-vous, la puissante Fédération peut dénoncer la convention? A sa tête se trouvent deux députés et un conseiller de la Seine du parti communiste; ils peuvent agir pour empêcher sa ratification.

Quelle douce illusion! Cheminots et usagers ont été vendus pour quatre sièges d'administrateurs à la nouvelle société.

L'attitude de Semard

Avant que le Parlement eût ratifié la convention, elle est entrée en application. Des remaniements s'opèrent dans la structure des réseaux; un appareil de direction où les agents supérieurs entrent en nombre important est créé. Cela n'entraîne pas particulièrement des économies. L'on agit ainsi parce qu'on a la certitude qu'une majorité ratifiera la convention, malgré toutes les anomalies qu'elle comporte.

Si la Fédération des cheminots s'était dressée contre la convention, une agitation profonde s'ensuivait dans le pays. Il devenait impossible à la majorité de Front populaire de l'accepter. Mais la Fédération se tait, sous les directives du tout-puissant Semard, secrétaire général et membre du Bureau politique du parti communiste français.

Semard se tait sur les imperfections de la convention. Pourquoi? Voulait-il, à tout prix, être administrateur? On peut se le demander. Il connaissait la convention avant sa publication au *Journal Officiel*, il savait les lacunes qu'elle renfermait et il a marché, sans doute, pour être appelé Monsieur l'administrateur, pour toucher les jetons de présence, avoir la carte de circulation bleue ou rouge.

Il a fait avaler la convention au Conseil fédéral. Il a imposé, sa candidature malgré toutes les fonctions dont il est investi. Semard se vante dans les réunions publiques que, révoqué en 1920, il rentre par la grande porte et avec les honneurs.

En réalité il est rentré à plat ventre; il est allé quémander sa place dans les antichambres du ministre des Travaux publics. Il est stipulé dans la convention que les quatre représentants du personnel sont choisis par le ministre sur une liste de huit agents en activité de service soumise par l'organisation syndicale la plus importante. Or Semard était révoqué. Il a mendié sa réintégration et a demandé au ministre que les agents en disponibilité soient considérés comme en activité. Après avoir obtenu sa réintégration en qualité d'expéditionnaire au contrôle commun, il s'est fait mettre en disponibilité. Cheminot honoraire, il lui restait à solliciter du mnistre la nomination des quatre premiers noms figurant sur la liste soumise par la Fédération nationale des cheminots.

Cela, ce n'est même plus de la collaboration de classes...

Certains cheminots ont encore des illusions sur le citoyen. Mais la masse commence à comprendre qu'il a troqué l'auréole du martyr contre un fauteuil confortable.

Tous doivent comprendre que c'est à lui qu'ils doivent une convention scélérate. Les protestations qu'il peut formuler sont un peu tardives. Il devient urgent de le renvoyer complètement à la politique. Semard n'a plus rien à faire à la Fédération des cheminots. L'organisation syndicale n'a pas besoin de tels « combinards », même s'ils sont les fidèles serviteurs de Moscou.

UN CHEMINOT SYNDIQUÉ.

Les colonisateurs à l'œuvre dans la Charcuterie parisienne

Il n'est pas niable que les réactions syndicales ont obligé les « colonisateurs » communistes à agir avec un peu plus de prudence, mais ce serait une grande illusion de croire qu'ils ont, pour cela, renoncé à leur besogne. Ils l'accomplissent plus souterrainement, plus habilement, voilà tout. Nous en donnons comme preuve l'article ci-après, extrait de la Charcuterie Ouvrière, *organe de l'Union syndicale de la Charcuterie parisienne, de décembre* 1937 *et intitulé : « Pourquoi je pars ». On y verra comment nos nationaux-communistes sont parvenus à écœurer, par leurs manœuvres malhonnêtes, un des plus actifs militants de juin* 1936, *un de ceux qui ont le plus réalisé pour leur corporation.*

« Pourquoi je pars »

Au moment où paraîtront ces lignes, je ne serai plus secrétaire du syndicat. Et beaucoup de nos camarades vont s'évertuer à en trouver les raisons. Je ne veux pas les laisser chercher.

Il n'y a qu'une seule cause à mon départ de la direction syndicale.

La cause

C'est que, désapprouvant les méthodes de colonisation du parti communiste, qui prétend imposer ses directives dans les syndicats ouvriers, je préfère me retirer que de continuer à collaborer avec quelques individus sans amour-propre et sans conscience, qui, par discipline stalinienne, sabotent notre travail syndical et discréditent tous ceux ayant une responsabilité quelconque, qui se refusent à adhérer à leur maffia.

J'ai l'habitude de prendre mes responsabilités. Je l'ai prouvé, je crois, au cours de mes 18 mois de mandat syndical ; si j'avance de telles affirmations, c'est que j'en peux apporter les preuves.

Depuis de longs mois, certains camarades communistes du Conseil accomplissaient, en catimini, un abominable travail souterrain de sape de la direction syndicale, et cela parce qu'elle était indépendante et qu'elle se refusait obstinément à se laisser domestiquer. Il faut dire, à l'excuse de ces singuliers camarades, qu'ils y étaient largement encouragés (impérativement même), par quelques pontifes du parti communiste, dont plusieurs sont des responsables bien connus du mouvement syndical dans la région parisienne.

La fraction

Quoi qu'il en soit, depuis de longs mois, des conseillers syndicaux et des responsables de sections syndicales, adhérents du parti communiste, se réunissaient entre eux et cherchaient les moyens de jeter à bas la direction du syndicat, afin de la remplacer par une direction peut-être moins occupée de la défense des intérêts ouvriers, mais sûrement plus docile aux directives staliniennes du Comité central du parti communiste.

Pourquoi ?

Parce que le syndicat des Charcutiers, par sa seule action syndicale, avait obtenu, depuis juin 1936, de gros avantages que, malheureusement, toutes les corporations de l'Alimentation n'avaient pu obtenir (par exemple, les salaires passés d'une

moyenne de 4 fr. 50 de l'heure à 9 fr. 75) et aussi parce que les dirigeants du parti communiste, qui savent bien ce qu'ils veulent, ne voient pas avec le sourire les ouvriers acquérir des avantages nouveaux. Comment amener des êtres à peu près satisfaits de leur sort à faire une révolution ? Tandis que s'ils sont malheureux, brimés, exploités, ils sont une proie facile pour les démagogues à la solde de Moscou.

La preuve

A plusieurs reprises, on nous a reproché d'avoir obtenu les 40 heures avant les autres corporations de l'Alimentation. Il y a à peine un mois, la camarade Défossé, conseillère syndicale (communiste notoire) me reprochait les moyens que j'avais employés pour obtenir le dernier rajustement de salaire, et cela parce qu'il était sensiblement supérieur à ceux d'autres corporations.

Les responsables

Ce sont d'abord et surtout ceux-là dont j'ai parlé au début, qui sont des militants « syndicalistes » en vue et qui ont encouragé les camarades communistes du Conseil ou responsables de sections à faire ce travail, mais c'est aussi ceux que nous avions cru être de bons camarades et qui ont accompli la vilaine besogne qui leur était commandée. Ce sont les Défossé, Salin, Kempnich, Morize, Régnier, Lamand, Immer, Dubois, répondant avec docilité aux convocations qui leur étaient adressées (sur papier et enveloppe à en-tête du Conseil Municipal, par Raymond Bossus, conseiller municipal communiste de Paris) et se réunissant 11, boulevard Montmartre, pour envisager je ne sais quel sombre projet ! ! ! Ce sont les Le Mezo, Meunier et bien d'autres s'ajoutant à ceux déjà nommés, et j'en passe...

Ce sont ceux qui n'avaient qu'à se louer des résultats acquis pour eux par le syndicat et qui ont approuvé l'attitude équivoque d'Ambrogelly, qui traitait ce syndicat de syndicat d'aventuriers (les chiens, eux, ont au moins la reconnaissance du ventre).

Ce sont ceux-là qui n'ont pas hésité à me discréditer devant leurs patrons, à tel point que, me présentant un jour aux Etablissements Magloire, pour défendre une ouvrière renvoyée, le directeur, M. Hennel, me disait textuellement ceci :

« ...Je ne demande pas mieux que de vous entendre, mais permettez-moi de vous dire que vous ne me paraissez plus qualifié pour défendre vos camarades, des ouvriers (on sait lesquels !) m'ont déclaré n'avoir plus confiance en vous..., que vous aviez été rejeté de la Fédération et que vous ne tarderiez pas à être exclu de la C. G. T., comme on a fait pour votre ami Duchamp ! »

Ce sont ceux-là qui ont fait courir des bruits odieux sur mon honnêteté, sur ma probité, voire même sur ma vie privée ! ! !

Je pourrai citer beaucoup d'autres faits... Je n'en puis plus. L'écœurement même a des limites !

Que faire ?

Je pouvais, m'appuyant sur la majorité du Conseil syndical, qui m'était acquise, débarrasser le syndicat de ces perturbateurs. Cela m'a répugné ; je suis trop amoureux de la démocratie pour brimer une minorité, « quelle qu'elle soit ».

Je pouvais aussi essayer de persuader nos camarades communistes de renoncer à leurs odieux procédés fractionnistes : je l'ai fait, je n'ai pas été compris.

Alors, puisque je ne pouvais pas arrêter leurs manœuvres par la persuasion et qu'il me répugnait d'employer d'autres moyens, je suis parti, laissant à d'autres, moins écœurés et moins fatigués que moi, le soin de les mettre à la raison.

Pourtant !

Pourtant, le travail que nous avions accompli au cours de ces 18 mois, avait été formidable : Conventions collectives, rajustement, 40 heures, décret d'extensibilité..., tout avait été bien réussi et tout avait, en principe, satisfait la majorité de nos camarades. Je souhaite de tout cœur que ceux de mes amis qui me remplaceront conservent et améliorent ces avantages, à condition « qu'enfin on les laisse travailler en paix », sinon ! ! !

Pessimiste

Oui ! si nos camarades n'arrivent pas à débarrasser de l'emprise communiste leurs usines, leurs ateliers, leurs bureaux, je crains bien que l'avenir soit pour eux bien lourd de désillusions et de regrets. Il faut qu'ils se souviennent avant tout qu'ils appartiennent à un pays où les ouvriers n'ont rien à envier au sort des ouvriers des autres pays (surtout des pays totalitaires) ; qu'ils n'ont à compter sur l'appui d'aucun parti politique (quel qu'il soit), et qu'ils ne doivent avoir les yeux tournés avec confiance que vers une organisation syndicale libre et indépendante.

LÉON JALOUX.

PARMI NOS LETTRES

Vers l'unité du monde

A propos de l'article de Louzon « La marche à l'unification du monde » nous avons reçu, de notre camarade Giauffret, les remarques suivantes :

J'ai lu avec un intérêt profond l'article de notre camarade Louzon sur l'unification du monde. Je pense avec lui qu'il est bon de lever parfois le nez de nos tâches quotidiennes et de prendre quelques « perspectives », comme disaient nos amis communistes aux temps jadis!

Les perspectives ont conditionné profondément notre action de chaque jour et elles ne sauraient nous laisser indifférents.

En effet, toute notre activité de militants a été basée sur l'internationalisme prolétarien, c'est dire que nous pensions que l'unité du monde serait l'œuvre des Internationales ouvrières, nous pensions que l'idée d'internation et de socialisme prolétarien étaient inséparables, que le prolétariat créerait sur les ruines du capitalisme l'unité mondiale comme les bourgeoisies avaient créé sur les ruines du monde féodal les diverses unités nationales...

Et voilà que Louzon délibérément cherche les moteurs de l'unification nationale non plus dans la lutte de classes mais dans les nationalismes auxquels tout au plus la lutte de classes servirait d'attrape-nigauds!

Si cela était, il nous faudrait adapter notre action aux perspectives nouvelles... Mais cela est-il? Sans entrer dans la discussion du sujet je voudrais marquer davantage que ne l'a fait Louzon les risques d'erreur sitôt que l'on aborde les « prophéties sociales » et l'importance de la période actuelle sur l'issue finale de la lutte pour l'empire du monde.

Chercher à lire l'avenir lointain du monde en tenant compte surtout de la population et des matières premières, c'est courir le risque de se tromper profondément.

Le tort de toutes les « prophéties » à longue échéance fondées sur la technique est d'oublier que la technique évolue de plus en plus rapidement. Si le marxisme s'est trompé sur les modalités de la concentration industrielle et sur la prolétarisation des classes moyennes, c'est qu'il a raisonné essentiellement sur un monde industriel où régnait la machine à vapeur; le moteur à explosion et le

moteur électrique ont modifié les aspects de la concentration capitaliste, empêché le tête a tête du grand capitalisme et du prolétariat en interposant entre eux une nouvelle classe moyenne, classe moyenne certes tributaire du trust pétrolier ou électrique, mais qui détient ses moyens de production et dont les membres ne sont en rien comparables aux prolétaires-types des mines, du textile ou de la grosse métallurgie.

De même baser aujourd'hui l'étude du développement historique sur les moyens actuels de production c'est émettre des hypothèses assez fragiles; car avec le développement actuel de la science rien ne prouve que dans quelques années les produits de synthèse ne remplaceront pas les matières premières naturelles (n'est-ce point fait en teinturerie, en parfumerie, en pharmacie, pour la rayonne, pour les explosifs?); rien ne prouve que de nouvelles matières premières ne prendront pas une place importante (que l'on pense à l'importance actuelle du caoutchouc, de l'aluminium, du chrome, du manganèse, importance que rien ne faisait prévoir voici 40 ans); rien ne dit par surcroît que de nouvelles sources d'énergie ne seront pas découvertes et que, par exemple, la désintégration atomique ne libérera pas des forces gigantesques auprès desquelles celles du charbon, du pétrole et des chutes d'eau paraîtront ridiculement petites...

Il ne semble donc pas insensé d'admettre qu'un jour assez prochain un Etat actuellement faible ne bouleverse l'équilibre mondial par un accroissement de puissance aussi prodigieux que l'a été celui des Etats-Unis d'Amérique au XIXe siècle et que ne l'est actuellement celui de l'U.R.S.S. et celui du Japon.

Aussi je me bornerai à considérer l'immédiat.

D'autant plus que l'immédiat a pour l'issue de la lutte grandiose une importance qu'il n'est pas téméraire de qualifier de décisive. En effet, si la lutte pour la suprématie mondiale doit probablement se dérouler entre le groupe anglo-américain, l'U.R.S.S. et le monde jaune, qui ne voit que la promptitude du rassemblement des forces de chaque groupe entraînera les premières victoires... et peut-être la décision ? Le premier prêt ne sera-t-il point le vainqueur?

Le Japon marche à cette heure à la conquête de la Chine sans que ses rivaux l'en empêchent.

C'est que ses rivaux n'ont pas eux-mêmes opéré leur rassemblement : le groupe anglo-saxon n'est point formé; le serait-il qu'il lui resterait à s'inquiéter de l'Europe, une Europe que guette l'U.R.S.S.

Cette Europe comporte deux prétendants « mineurs » que Louzon élimine : le prétendant germanique et le prétendant français. Sans doute a-t-il raison. Mais ces deux prétendants ont un rôle primordial à jouer dans cette période préparatoire.

L'U.R.S.S. et l'Empire britannique ne s'y méprennent pas.

Remarquons d'abord que ces deux prétendants secondaires s'ils s'unissent deviendraient des rivaux de première importance capables d'ébranler l'U.R.S.S. et l'Empire britannique. Mais la formation de ce groupe (auquel pense plus d'un politicien de Laval à... Doriot) a contre lui non seulement l'hostilité traditionnelle de l'Angleterre et celle aussi puissamment raisonnée de l'U.R.S.S., mais elle a aussi contre elle le fait qu'à travers l'histoire de Charlemagne à Guillaume II, en passant par Charles-Quint et Napoléon, elle a été tentée et a échoué trop de fois...

La question pour l'U.R.S.S. comme pour l'Angleterre est de faire entrer ces deux groupes dans leur orbite.

Les dirigeants de l'U.R.S.S. habitués par leur formation à considérer l'échelle mondiale pensent certes que la suprématie du monde se jouera sur les côtes de Chine, mais ils savent si bien que le destin mondial de leur pays est dominé par la question allemande qu'ils lui subordonnent toute leur politique, passant sans cesse de la séduction à la menace (invasion de la Pologne, accord de Rapallo, tentatives révolutionnaires). Ils savent si bien que la destruction de la menace allemande est vitale qu'ils ont consenti tous les tournants politiques pour l'encercler.

Régler la question allemande avant que le Japon n'ait réglé le problème chinois, tout est là pour l'U.R.S.S. Pour cela elle a reçu Laval, encensé Herriot, elle fait acclamer les « gueules de vaches » et elle prend le chemin de Canossa. Pour cela, les dirigeants ont imposé au peuple russe les misères du plan quinquennal, plan d'industrialisation pour la guerre... Qu'importe dix ans de misère et de mensonges si l'unité du monde se fait, peut dire un stalinien!

Mais sur son chemin, elle trouve l'Angleterre, solide et calme qui cherche à attirer à elle la France et l'Allemagne. Pour la France, il semble, malgré le pacte franco-soviétique, qu'elle y parvienne. Séduite par « l'accord des démocraties », celle-ci semble accepter quelque chose de plus qu'une « entente cordiale » — quelque chose de plus qu'une alliance militaire — elle semble chercher une sorte de protectorat que l'autre lui concède et, sur l'échiquier européen, la France ne pousse plus un pion sans s'être assurée de l'accord britannique, qu'il s'agisse de l'Espagne, de la Pologne ou de la Tchécoslovaquie... Mais alors que la petite France voit dans cet accord une assurance contre l'ogre germanique, l'Empire britannique y cherche la base d'un rapprochement entre la France et l'Allemagne sous son égide...

L'antagonisme anglo-russe est voilé à cette heure — chaque chose en son temps — par l'adhésion russe à la S.D.N. anglaise (car la Société des Nations était menacée de n'être plus que le paravent de l'Empire britannique); il est voilé par l'adhésion des Russes à l'Internationale Syndicale. Mais être à la S.D.N. comme être dans la F.S.I. n'est-ce point pour les « manœuvriers » soviétiques s'assurer une base même à leur politique d'encerclement de l'Allemagne? Politique d'encerclement qui cherche non seulement l'adhésion des gouvernements mais aussi l'adhésion des peuples. L'antagonisme anglo-russe est freiné aussi par la nécessité du moment : faire face au péril japonais; le bloc des « démocraties européennes » doit défendre les Indes, l'Indochine, la Malaisie, l'Australie, tandis que l'U.R.S.S. et les U.S.A. ont à préserver leur façade sur le Pacifique et tous ensemble leurs espoirs en Chine. Tout voilé et freiné qu'il est, l'antagonsime anglo-russe n'en demeure pas moins pour nous le fait primordial. Nous avons à savoir si nous voulons la recherche d'une réconciliation avec l'Allemagne sous la garantie de l'Angleterre ou si nous préférons jouer la carte russe avec tout ce que cela comporte.

Militants qui avons espéré longtemps la Révolution prolétarienne internationale nous savons qu'elle est exclue des prévisions immédiates par le triomphe de Mussolini, d'Hitler et de Staline; nous pouvons prévoir à tout mouvement français isolé le sort du mouvement catalan : intervention allemande, intervention italienne, « non-intervention anglaise »; il nous faut donc remiser « les grands espoirs et les vastes pensées ». Et prendre notre rôle dans l'histoire telle qu'elle se fait au jour le jour.

Pour moi, je suis pour l'union des « vieilles démocraties », même si elles me sentent un peu le moisi — je suis pour le rapprochement avec l'Angleterre, même s'il ne va pas sans des abandons douloureux (voir Espagne).

L'union avec l'Angleterre, c'est l'économie d'une guerre européenne préliminaire à la guerre mondiale. Mais c'est autre chose, c'est un certain libéralisme : libéralisme dans le cadre national, car nous voyons l'Empire britannique laisser à chacun de ses Etats constituants une large autonomie, libéralisme dans le cadre de la pensée et de la politique, libéralisme dans le cadre économique...

Libéralisme précieux qui sauvegarde des possibilités d'avenir à la Révolution prolétarienne. La botte de la Russie, c'est le capitalisme d'Etat, ce capitalisme d'Etat qui a, en quelques dizaines d'années, assuré le passage du servage paysan au servage industriel par-dessus la démocratie bourgeoise.

Des traditions démocratiques bourgeoises et des traditions démocratiques ouvrières nous pouvons espérer que naîtra un autre ordre que celui dont les méthodes en Russie et en Espagne nous révoltent.

S'il faut croire avec Max Nomad que la société sans classe est une chimère vers laquelle nous devons marcher obstinément sans l'atteindre jamais — s'il faut penser qu'il est ridicule de vouloir mesurer l'évolution des sociétés avec nos vies si courtes — du moins reste-t-il à tous ceux qui mettent quelque volonté à demeurer des prolétaires « conscients » à discerner les grands courants de l'évolution historique, à choisir parmi eux ceux dont le triomphe apportera à l'humanité le maximum de libération possible.

JOURNAUX • LIVRES, REVUES

Georges Lefranc : HISTOIRE DU MOUVEMENT SYNDICAL FRANÇAIS. (Librairie Syndicale, 30 francs).

Un livre honnête — ce qui n'est pas rien et pourtant ce n'est pas assez.

Georges Lefranc a rassemblé en près de 500 pages une documentation intéressante sur le passé de notre syndicalisme. Il a cherché à en expliquer les origines en étudiant les corporations du moyen âge, les confréries et les associations compagnonniques de l'ancien régime. Il a voulu nous montrer quelles influences théoriques avaient pesé sur lui et voici les chapitres — j'allais écrire les inévitables chapitres — sur Saint-Simon et Fourier — Proudhon — Karl Marx — Bakounine et Kropotkine — Guesde et Jaurès — Georges Sorel — Lénine... Mais prenez la table des matières : cherchez-y un chapitre sur les authentiques ouvriers du syndicalisme en France : Pouget, Pelloutier... il n'y en a pas. Depuis bientôt 30 ans, Jouhaux dirige en fait ce mouvement syndical. Rien sur lui aussi. Non que Lefranc ne fasse pas, aux uns et aux autres, place dans son exposé, mais une place de pauvre, une place d'occasion.

Et ce n'est point seulement aux hommes du mouvement ouvrier que Lefranc a mesuré la place, c'est aussi aux *faits*. Fourmies : un paragraphe. Le 1er Mai 1906 et la grande peur de la bourgeoisie : quelques lignes aussi. Prendre une grande grève, la suivre. Prendre un mot d'ordre (les 8 heures, nos cent sous), le voir naître, grandir, s'implanter, triompher, Lefranc ne le fait point.

Une inconcevable timidité préside à tout l'agencement de l'ouvrage. *Tableau de la France économique en* 1830, annonce le chapitre III. Mais pourquoi ce tableau ne commence-t-il point par nous présenter la révolution technique qui s'est produite dans les moyens de production? J'ai devant moi un manuel scolaire d'histoire contemporaine (Malet et Isaac) destiné à être mis entre les mains des élèves d'école primaire supérieure âgés de 15 ans; j'assure que le chapitre *Physionomie du monde contemporain* est présenté avec une clarté et une vigueur que l'on est tenté de qualifier de marxistes. Par quel miracle est-ce l'histoire « officielle » qui paraît vigoureuse et est-ce l'histoire « indépendante » qui est terne et timide?

Dois-je donner d'autres exemples de cette timidité? Venons-en au chapitre sur le Rassemblement populaire. Lefranc signale au rassemblement du 7 février 1934 l'absence du parti radical et du parti communiste; au rassemblement d'avril 1934 (Vélodrome d'hiver) il note l'opposition violente du parti communiste.

Mais en juin 1935 le Rassemblement populaire s'organise et cette fois le parti communiste loin de saboter, loin de bouder est fervent. Comment? Pourquoi? Tout simplement parce qu'entre-temps Staline a reçu Laval, compris et approuvé la défense nationale française. Fait capital dans l'histoire ouvrière de ces années dernières : Lefranc ne le relève pas.

Résumons-nous.

L'*Histoire du Mouvement Syndical* rendra des services aux militants ouvriers, mais elle n'en fera pas naître un.

Le monde ouvrier attend toujours son Michelet, celui qui écrira l'histoire de son ascension avec impartialité et passion — bien que ces mots jurent d'aller ensemble.

B. Giauffret.

Louis Prat : CHARLES RENOUVIER. SA DOCTRINE. SA VIE. (Hachette).

Je n'ai pas à apprendre aux lecteurs de la *R. P.* l'importance de certaines spéculations abstraites dans le développement historique de l'humanité. Quelque part qu'on fasse à la technique, c'est le réflexion de l'homme sur les conditions de son travail qui lui permet de transformer ces conditions mêmes. Le travail intellectuel est soumis à un tel examen.

Si je signale ici un ouvrage important sur un philosophe, c'est que celui-ci a peut-être effectué l'examen le plus profond.

Charles Renouvier, né à Montpellier en 1815, est mort à Prades en 1903. Elève de l'Ecole Polytechnique, st-simonien, ami de Jean Reynaud, de Pierre Leroux, de Louis Ménard, mêlé au mouvement de 1848, secrétaire de la Commission des études scientifiques, auteur du « Manuel républicain de l'homme et du citoyen », se tenant à l'écart de l'Empire, il se tourne après l'échec de la révolution vers la philosophie, et durant un demi-siècle édifie et complète le monument de ses *Essais de critique générale*. Exemple extraordinaire d'un penseur acharné, rigoureux, passionné, jusqu'à sa mort à 89 ans, où il rêve encore (voir *Les Derniers Entretiens*) d'œuvres nouvelles, après avoir achevé une *Critique de la Doctrine de Kant*, chef d'œuvre de dialectique énergique.

Il me serait impossible d'analyser ses thèses fondamentales sans occuper de trop nombreuses pages de la revue.

Sachons au moins que Renouvier est — disciple lui-même de son ami Legnier — *le* philosophe de la Liberté et de la Personnalité, dressé d'avance contre toutes les doctrines confusionnistes, fatalistes, totalitaires.

Ce logicien implacable, piété sur le principe de contradiction, ne permet à la Raison aucun faux-fuyant. Mais il sait l'importance de la croyance et lui fait sa place dans notre représentation intellectuelle et morale, comme dans la vie. Il faut « découvrir, si possible, une solution au problème du mal ».

« Le Criticisme vise à renouveler la politique en jugeant de l'honneur sur les mêmes errements qu'on le juge dans les relations privées : en toute sincérité stigmatiser les violences et toutes les formes de la violence, réduire l'emploi de la force au cas strict de légitime défense, considérer comme des malhonnêtes gens les menteurs en politique et les violents en politique. »

Notons sa campagne contre le catholicisme, « destructeur de la vie morale », et sa tentative, aux environs de 1875, de « protestantisation » de la France.

C'est de l'auteur du livre, Louis Prat, que je voudrais maintenant parler. C'est un nom aussi peu connu que l'a été presque jusqu'à la fin de sa vie celui de Renouvier. Il est aussi peu officiel

que son maître. Resté éloigné de toute vie publique, il a seulement été attentif à élaborer la pensée du disciple le plus authentique, du continuateur le plus original du fondateur du « Criticisme » français. Sans doute est-ce la raison pour laquelle aucun manuel, aucune histoire de la Philosophie ne daignent le mentionner si ce n'est pour avoir collaboré à la *Nouvelle Monadologie* (du chapitre sur *Les Sociétés*, qui lui doit beaucoup, j'ai déjà eu l'idée d'en découper de grands extraits, proches de nos préoccupations pour envoyer à la *R. P.* ces textes de quarante ans).

C'est dans son œuvre propre qu'il faut trouver Louis Prat, philosophe au moins aussi séduisant par la forme souriante de son style, que par la pensée claire, riche et profonde. Sa *Religion de l'Harmonie*, parue en 1922 (Presses Universitaires) est d'une toute autre force que le dernier livre très vanté de Bergson, par exemple.

Au moment où des jeunes catholiques et de jeunes protestants, sympathiques sans doute, paraissent vouloir accaparer l'enseigne du *Personnalisme* (c'est le titre d'un ouvrage de Renouvier paru en 1902), il faut savoir qu'il y a un philosophe « personnaliste », Louis Prat, que ces jeunes néophytes s'efforcent d'ignorer ainsi que le créateur même du mot et de la doctrine philosophique.

SYNIS.

De Pierre le Grand à Staline

On présente actuellement à Paris un film russe — *Pierre le Grand* — qui vaut la peine d'être vu; pourtant, au point de vue cinématographique, il est, de loin, inférieur aux premiers chefs-d'œuvre de l'art cinématographique russe du temps du cinéma muet. La partie curieuse de ce film est l'interprétation que, sous l'apogée de la terreur stalinienne, l'art officiel donne de la personnalité de Pierre le Grand, tzar tyran.

D'après le film, cet empereur personnifie l'honnêteté, la justice, le courage personnel, la gaîté, l'initiative individuelle. Il tente par des efforts surhumains d'amener la vieille Russie dans la nouvelle voie européenne; pour cela, il cherche des hommes capables dans toutes les couches de la population, parmi tous les peuples de la Russie. Il est en même temps forgeron et navigateur, diplomate et militaire; il coupe les barbes de ses sujets, propage la culture, crée des écoles et introduit la femme russe dans l'orbite de la vie publique (elle était enfermée, jusqu'à cette époque, presque comme la femme musulmane); en un mot, le film le présente comme un chef démocrate, absolument indispensable à son peuple à l'époque donnée.

Pourtant l'œuvre et la personnalité de Pierre le Grand furent discutées en Russie depuis longtemps avec acharnement. Au XIXe siècle, cette discussion provoqua une grande scission dans le monde intellectuel russe, qui se partagea en *zapadniki* et *slavophiles*. Les « zapadniki » (1), partisans de l'orientation occidentale du développement historique de la Russie, voyaient en l'œuvre de Pierre le Grand une tentative géniale d'« ouvrir une fenêtre sur l'Europe »; ils croyaient nécessaire pour ce pays de suivre le même chemin politico-social qu'avait jusqu'alors suivi l'Europe occidentale. Mais ce courant d'idées, qui inspira plus tard maintes tendances du libéralisme et du socialisme russes, était démocratique par ses conceptions, et, de ce chef, en contradiction avec la manière tyrannique de Pierre le Grand.

Quant aux slavophiles, ils croyaient erronée et préjudiciable la manière de ce tzar d'entraîner par la force et la contrainte cet énorme pays dans une voie qu'ils jugeaient étrangère à l'histoire russe. Ils préconisaient pour la Russie une voie propre, spécifique. Parmi les slavophiles, il y avait d'ailleurs des courants différents: les uns s'orientaient vers un socialisme paysan, basé sur la « obchtchina » (communauté rurale); les autres adoptaient la formule devenue célèbre « religion orthodoxe, autocratie et esprit populaire ».

Ces derniers, adversaires aussi de Pierre le Grand au point de vue de leur conception générales, étaient cependant partisans de ses méthodes knoutoformes, qu'ils trouvaient bien adaptées aux mœurs et au caractère du peuple russe.

La discussion continue jusqu'à nos jours...

Encore dernièrement, quand l'émigration blanche s'amena en Europe, son aile d'extrême-droite se mit à accuser Pierre le Grand d'avoir été le précurseur du bolchévisme. D'après elle, la Russie souffrait d'avoir quitté sa vie propre. Pourtant les conceptions politiques de cette émigration correspondaient, au point de vue de leur antidémocratisme, à celles de Pierre le Grand.

En ce qui concerne Staline, il semble être ravi des analogies qui existent de plus en plus entre lui, « le grand chef des peuples », et ce « civilisateur, le knout à la main » que fut Pierre le Grand. C'est certainement avec l'idée de satisfaire le « maître » que les auteurs du film ont interprété de cette façon le « colosse aux pieds d'argile », comme le caractérisait Diderot.

Il faut rendre hommage à ces auteurs, car il y a dans ce film un esprit de suite indiscutable : tout est subordonné à l'idée que sans Pierre le Grand la Russie aurait encore pataugé dans son moscovisme arriéré, de même que, sans Staline, la Russie serait dépourvue des « grandes réalisations socialistes ».

Mais rappelons qu'en son temps, le philosophe Condillac avait demandé à Pierre le Grand : *Qu'avez-vous fait pour diminuer cette terreur accablante qui a accompagné votre pouvoir et qui ne peut faire que des mercenaires et des esclaves?*

Ajoutons que durant le règne de Pierre le Grand, du fait de la grande guerre avec les Etats scandinaves, qui dura, presque sans interruption, vingt et un ans, et du fait des méthodes « stakhanovistes » de l'époque, la population de la Russie diminua des deux tiers environ. Quant à l'industrie implantée, il ne survit à la mort de Pierre le Grand que quelques dizaines d'usines seulement.

La période post-stalinienne sera-t-elle plus heureuse pour le peuple russe ?

I. METT.

(1) Zapadniki : partisans du « zapad », Occident en russe.

58% aux uns, à payer 40% aux autres, à recevoir

Pour juger le gouvernement Chautemps-Blum rien ne vaut les deux chiffres suivants :

Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, soit en six mois, le tarif des chemins de fer pour les voyageurs de 3e classe a été augmenté de 58%. Un trajet qui coûtait 100 francs le 1er juillet dernier coûte aujoud'hui 158 francs.

Par contre, dans le même temps, les actions des compagnies de chemin de fer ont monté de 40%. L'actionnaire qui avait des actions d'une valeur de 100.000 francs le 1er juillet trouve aujourd'hui acheteur pour ces actions à 140.000 francs!

Toute la politique du « Front populaire » est là!

Ce qu'on appelle « Faire payer les riches », ou encore « Mater la Finance », consiste en fait à faire payer à l'usager — à l'usager le moins riche — 58% de plus, afin d'accroître de 40% le capital du possédant.

Comment abattre le fascisme ?

Voici, maintenant, l'opinion de nos lecteurs[1]

« Nous n'avons rien à espérer de la guerre »

Rien n'est simple, surtout en ces questions qui, de près ou de loin, touchent à l'homme.

Ainsi s'expliquent, quand il s'agit de la guerre, les divergences d'opinion qui se font jour chez des hommes d'égale bonne foi et tous animés par un réel idéal révolutionnaire.

La *R.P.* a donc été fort bien inspirée en ouvrant le débat qui retient notre attention maintenant. Ce n'est pas en ignorant systématiquement les problèmes qu'on les résout... Au contraire.

Ce qui importe dans cette discussion, c'est de parler clair et sans passion. Alors laissant de côté la partie « sentiment » : morts, blessés, destructions, etc..., qui pourtant n'est pas sans importance dans les conflits modernes, demandons-nous simplement, car, au fond, c'est à cela que se réduit le problème : La guerre peut-elle abattre le fascisme ?

Raisonnons franc.

Qui ne voit tout de suite que nous n'avons rien à espérer de la guerre, puisqu'elle installe, par la nécessité même des événements qu'elle engendre, ce qu'on voudrait lui faire détruire, puisqu'elle établit sa propre *dictature* qui se concrétise par celle, épouvantable, du militaire ?

Elle enlève au citoyen-soldat tout droit de discussion, toute liberté d'expression et lui impose une obéissance passive.

Qui ne voit qu'au lieu d'apporter la liberté, elle étouffe cette liberté non seulement chez l' « ennemi », mais encore dans son propre pays ?

Ne nous masquons pas la réalité. Voyons l'armée telle qu'elle est.

Grâce à elle nous vaincrons, peut-être. Mais pour qui ? Et pourquoi ?

« Les missionnaires armés ne sont aimés de personne », a dit jadis Robespierre. C'est exact et fort compréhensible.

Aller, dans un pays, porter la guerre — qui sera totale ou ne sera pas, j'insiste là-dessus — n'est pas le vrai moyen de conquérir les sympathies de la masse qui en pâtit. On risque même d'obtenir des résultats diamétralement opposés à ceux qu'on recherche : renforcer, pour la lutte, la position des dictateurs, surexciter les nationalismes.

N'oublions pas non plus que les buts de guerre sont changeants (2).

Ils varient avec le temps, les besoins imprévisibles de la guerre elle-même et le succès des armes.

Ce n'est pas celui qui fait la guerre qui signe la Paix. Jusqu'à la paix conclue, c'est toujours la guerre, cette guerre qui permet de tenir le citoyen, obéissant et muet, sous le sabre du militaire. Au moment de la Paix, ce sont les maîtres de l'heure : l'homme de guerre, l'homme de gouvernement, l'homme d'affaires qui placent leur mot; l'homme de troupe, jamais.

Alors nous renverserions, peut-être, un Mussolini, un Hitler — ce qui ne serait sans doute pas pour déplaire à certain capitalisme et je pense ici au limogeage du Dr. Schacht — comme nos pères ont naguère chassé un Kaiser... mais bouleverserait-on jamais le régime qui, pour sa défense, a produit ces hommes *et qui serait bien capable d'en produire encore* ?

Qui pourrait le croire, sauf à envisager l'impossible complicité de l'armée, cet instrument docile par sa constitution, sa raison d'être et l'esprit qui l'anime, au régime qu'il faut abattre.

Bismarck, d'accord avec Thiers, a étouffé la Commune. La IIIe République, avec les Noske et les Scheidemann, a étranglé le mouvement spartakiste... Peut-on l'oublier ?

Alors ? Faut-il désespérer ?

Eh ! bien, non ! Car les dictatures ne sont pas éternelles, surtout quand elles s'incarnent en un seul homme. Elles tiennent par le prestige de cet homme et par le culte qu'on lui rend et qu'il entretient par des mises en scène théâtrales.

Que cet homme, demi-dieu, disparaisse, et la dictature chancelle.

« Cromwell allait ravager toute la chrétienté... sans un petit grain de sable qui se mit en son urètre ». Il ne s'agit pas de faire, ici, de la littérature, mais combien cette « pensée » de Pascal est juste et d'actualité !

Un régime dictatorial n'a pas dans la société la base étendue qui lui permettrait de tenir, il n'a qu'une coterie comme appui.

C'est un monstre social qui vit, agit... et meurt en monstre.

Donc, patience et prudence...

Oh ! j'en conviens, ce n'est pas très « glorieux », mais l'intérêt du prolétariat doit primer tout, même la « gloire ».

Non, le monde ouvrier ne doit pas se lancer dans une lutte qui ne lui rapporterait rien, sinon des chaînes un peu plus lourdes, dans une lutte qui, épuisant ses forces, *en ferait une proie facile pour ses propres fascistes.*

Point de vue égoïste ? Que non !

Quand les opprimés secoueront leurs dictatures et feront leur révolution — ils y travaillent déjà dans l'illégalité — ils n'oseront qu'à la condition de ne pas se sentir isolés dans un monde unanimement hostile, ils ne réussiront qu'à la condition d'obtenir *au moins* la neutralité des autres nations.

Cet appui, moral et matériel, qui pourra le leur apporter, sinon un prolétariat fort, libre de toute attache avec la bourgeoisie et conscient de sa mission révolutionnaire ?

Pierre TURPIN (Calvados).

« Deux points capitaux »

J'aurais voulu prendre part à la discussion soulevée par l'article d'Horace (*R. P.* du 25 septembre), mais tout loisir m'a fait défaut. Comme il s'agit d'une question qui ne cessera pas de si tôt d'être actuelle, permettez-moi d'indiquer brièvement deux points qui me paraissent capitaux.

Horace dit que le socialisme n'ayant pu, en 1914, empêcher les gouvernements de faire la guerre, ne pouvait que faire cause commune « avec les gouvernements de chaque pays ». Ignore-t-il donc ce qu'ont fait les socialistes russes, les socialistes italiens et même les socialistes de « l'innocente victime de la sauvage agression », la Serbie ? La position prise par le P. S. italien : « nous ne saboterons pas la guerre, nous aiderons même à panser les plaies qu'elle ouvrira, mais

(1) Voir les numéros des 25 septembre, 10 octobre, 10 et 25 novembre et 25 décembre 1937.

(2) C'est ainsi que « La guerre aux rois ! La Paix au Peuple » de Merlin de Thionville est passée au « Il faut dépouiller le pays » de Carnot. — La Guerre « idéologique » de 1792 s'est terminée par le traité annexionniste de Bâle.

nous n'accepterons aucune co-responsabilité avec la bourgeoisie qui l'a voulue » était la position minimum que put prendre un parti socialiste. Plus bas, il n'y avait que reniement du socialisme. — On eut ici le tort de ne pas le reconnaître franchement et de ne pas renvoyer après la guerre les Jouhaux, Renaudel, Grumbach, etc. en compagnie de Hervé dans le marais du national-socialisme d'où sortit Hitler.

Ce qui est pénible dans plusieurs des réponses à l'article d'Horace, c'est qu'on y sent la lassitude provenant de multiples expériences mauvaises faites dans ces derniers temps et qu'elles donnent l'impression que ceux qui écrivent sont dès maintenant persuadés qu'ils seront vaincus dans le formidable combat qui se prépare. Il semble qu'ils ne voient pas ce qu'il y aurait à faire pour vaincre l'ennemi fasciste.

Or, malgré les apparences, la situation n'a jamais été aussi favorable sous certains rapports : jamais l'impossibilité de faire face aux difficultés économiques en régime capitaliste n'est apparue de façon aussi flagrante ; jamais on ne s'est trouvé en mesure de montrer avec autant d'évidence que c'est le régime capitaliste seul qui empêche aujourd'hui que l'on satisfasse aux besoins de tous aisément et largemenet, par un travail social de tous les hommes valides, bien inférieur en durée non seulement à celui qu'on exige des travailleurs qui travaillent encore, mais même à celui que les réformateurs les plus avancés préconisent. Les destructions en masse de produits alimentaires, de plantes et d'animaux producteurs pour maintenir à un niveau élevé les prix du marché, alors qu'une foule de gens crèvent de faim ou n'ont pas de quoi vivre décemment, ont frappé tout le monde ; mais pourquoi tout le monde n'en a-t-il pas tiré les conclusions qui s'imposent ? On peut concevoir qu'il y ait beaucoup d'imbéciles assis sur leurs privilèges, qui s'imaginent qu'ils seront encore les profiteurs d'un régime qui maintient dans la misère la plupart des hommes au milieu d'une abondance économique effective, en détruisant stupidement les produits du travail de l'homme et de la machine qu'il a créée pour se faciliter la vie. Mais les ouvriers, les militants ouvriers ?

Ne voient-ils pas le champ immence qui s'ouvre à leur propagande ? Ne voient-ils pas qu'ils pourraient rallier tous les gens qui ont gardé un peu de raison ou de bon sens, car il ne s'agit plus cette fois de les faire adhérer à une théorie ou à un parti, mais de les amener à constater des faits, dans leur propre intérêt.

Comme toutes les questions économiques les plus importantes aujourd'hui, cette question est essentiellement internationale et touche à la structure même du système capitaliste. La lutte pour la participation de tous aux richesses économiques produites grâce au développement du machinisme, est en même temps la lutte contre le fascisme, comme elle est la lutte de la raison contre la folie (représentée par les guerres, les conquêtes coloniales et autres sottises coûteuses) : elle doit être menée partout à la fois.

En France les quotidiens (*Humanité, Populaire, Peuple*) ne la mènent pas et évitent d'aborder la question : ceux qui les dirigent continuent leur politique antisocialiste de 1914. Ce n'est guère que le petit groupement du *Droit au Travail dans l'Abondance* qui se soit engagé franchement dans cette lutte, et son organe bimensuel, *La Grande Relève des Hommes par la Science*, que dirige Jacques Duboin, ne cesse depuis plus de deux ans d'étudier le phénomène effarant de la misère dans l'abondance, de montrer à quelle ruine universelle nous mène le régime capitaliste et d'appeler à la rescousse tous les hommes de bonne volonté pour qu'ils agissent sans retard en vue de conjurer un danger imminent, et qu'ils cessent de se laisser berner par ceux qui prétendent que la crise actuelle n'est qu'une des crises périodiques du régime et qu'elle passera comme les autres.

On s'étonne qu'un mouvement de même genre n'ait pas jailli des organisations ouvrières, alors qu'il était préparé de longue date par les travaux d'écrivains socialistes, notamment d'anarchistes-communistes, qui avaient prévu l'avènement de l'abondance par le développement du machinisme.

Aujourd'hui que cette époque est arrivée et qu'il s'agit non plus de vendre cher en période de disette pour le profit de quelques-uns, mais bien de produire à plein rendement pour le bien de tous et de répartir entre tous les richesses ainsi créées, il est déroutant que les militants ouvriers ne déploient pas le maximum d'efforts en ce sens, tant par la propagande que par l'action : s'ils ne le font pas immédiatement, ils sont mûrs pour un régime d'esclavage.

JACQUES MESNIL.

Au secours des victimes de la répression

Des centaines et des centaines d'hommes, souffrent en prison pour avoir servi la cause des travailleurs. Qui les défend? Qui les secourt?

Le « *Secours International Solidarité et Liberté* » vous appelle tous à constituer la puissante organisation de défense et de secours qui, au delà des distinctions de partis, de nationalité ou de race prendra en mains la cause des victimes de la répression.

Grande Assemblée d'Informations

Jeudi 13 janvier, à 20 h. 30 — Salle F (Mutualité), rue Saint-Victor, Paris

Des hommes qu'il faut sauver :

AU MAROC : El Fassi; EN ALGERIE : Messali Hadj — *par LOUZON.*
EN INDOCHINE : Ta Thu Thau — *par Daniel GUERIN.*
A MOSCOU : Boukharine et Racovski — *par Gérard ROSENTHAL.*
A PARIS : Léger; A MARSEILLE : Lœillet — *par WULLENS.*
LE SECOURS INTERNATIONAL VIT ! — *par Félicien CHALLAYE.*

Entrée : 3 frs.
(*Pour les membres du S.I.S.L. : 2 francs*)

SECOURS INTERNATIONAL SOLIDARITE ET LIBERTE

Siège : 17, rue de Sambre-et-Meuse (Paris) — Librairie du Travail.

S.N.I.E., 32, Rue de Ménilmontant, Paris (20e) *Le gérant :* M. CHAMBELLAND.

Trois ouvrages fondamentaux sur la vie en U. R. S. S.

▼

Tableau d'ensemble

Ce qu'est devenue la Révolution Russe

par **YVON**

Préface de **Pierre Pascal**

2 fr. 50 franco.

Récits confirmatifs

Un mineur français en U. R. S. S.

par **KLEBER LEGAY**

secrétaire de la Fédération Nationale des Mineurs

Editon complète : 4 francs. **Edition réduite : 1 fr. 50.**

J'ai été ouvrier en U. R. S. S.

par **ANDREW SMITH**

ouvrier mécanicien américain

Edition complète : 18 francs. **Edition réduite : 3 francs.**

Le livre d'Yvon et les éditions réduites de Legay et de Smith sont en vente à la **R. P.** (voir en 2e page de la couverture les conditions pour les trois ouvrages) ; les autres volumes sont en vente à la **Librairie du Travail,** 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (10e). (Chèques postaux : **Paris 43-08**).

MENSUEL : 3, place de la Sorbonne, Paris — JANVIER 1938 — Le n° spécial : 12 fr.

CRAPOUILLOT

l'anarchie

PAR VICTOR SERGE, ALEXANDRE CROIX ET JEAN BERNIER

Rappel des numéros spéciaux de "Crapouillot" 37

DE LENINE A STALINE,
par Victor Serge ..... 12 fr.

VRAIE ET FAUSSE NOBLESSE,
par Henri Bellamy ..... 12 fr.

LE VATICAN,
par Dior ..... 12 fr.

LE BOURRAGE DE CRANES,
présenté par Galtier-Boissière 12 fr.

LES CONCEPTIONS MODERNES DE LA SEXUALITE,
par le Dr R. Allendy ..... 12 fr.

LES BONNES AFFAIRES,
par Delaisi, Cl. Blanchard, etc. 12 fr.

La collection 1937 (franco) : **65** fr. (Etranger : **70** et **75** fr.)

L'abonnement 1938 : France et colonies, **65** fr.

Etranger A (Belgique, Suisse, etc.), **70** fr.

Etranger B (Angleterre, Etats-Unis, etc.), **75** fr.

CRAPOUILLOT, 3, place de la Sorbonne, Paris (Chèque postal 417.26)